



N° DP 25/95

DECISION DU PRESIDENT

VENTE DES PARCELLES SUR LA COMMUNE DE SIX-FOURS-LES-PLAGES - CHEMIN DE JULIEN, CADASTRÉES SECTION AD N°0751, N°0752 ET N°0755 PAR LA SNC COGEDIM PROVENCE ET SECTION AD N°0756 ET N°0757 PAR LA SOCIÉTÉ ERILIA

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Six-Fours-les-Plages (83140),

VU le Permis de Construire n° PC 083 129 19 00079 accordé par la commune de Six-Fours-les-Plages le 18 novembre 2019 à la SNC COGEDIM PROVENCE et à la SA d'HLM LOGIREM (aujourd'hui ERILIA), modifié les 25 janvier 2021 et 26 octobre 2023,

VU les attestations de conformité délivrées le 26 novembre 2024 à la SNC COGEDIM PROVENCE et à la SA d'HLM LOGIREM (aujourd'hui ERILIA),

VU la convention de transfert de foncier entre la Métropole Toulon Provence Méditerranée, la société ERILIA et la SNC COGEDIM PROVENCE,

CONSIDERANT que l'arrêté du Permis de Construire Modificatif n°2 n° PC 083 129 1900079 M02 délivré le 26 octobre 2023 dispose dans son article 5 que « les parcelles sur la commune de Six-Fours-les-Plages, chemin de Julien, cadastrées section AD n°751, AD n° 752, AD n°755 (appartenant à la SNC COGEDIM PROVENCE), AD n°756 et AD n°757 (appartenant à la SA d'HLM LOGIREM (aujourd'hui ERILIA)) seront cédées à la Métropole Toulon Provence Méditerranée après les aménagements prévus au Permis de Construire »,

CONSIDERANT que les attestations de non contestation de la conformité des travaux ont été délivrées le 26 novembre 2024 à la SNC COGEDIM PROVENCE et à la SA d'HLM LOGIREM (aujourd'hui ERILIA),

CONSIDERANT que le transfert du foncier est conditionné par la cession desdites parcelles à l'euro symbolique et aux frais d'acte exclusifs des sociétés SNC COGEDIM PROVENCE et ERILIA à la Métropole Toulon Provence Méditerranée, qui s'engage à incorporer ultérieurement dans le domaine public métropolitain l'emprise foncière objet de la convention de transfert,

CONSIDERANT qu'il convient de signer d'une part la convention de transfert des parcelles sus-indiquées dans le domaine public métropolitain et d'autre part, l'acte d'acquisition desdites parcelles qui deviendront la propriété de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ACQUÉRIR auprès de la SNC COGEDIM PROVENCE, les parcelles sur la commune de Six-Fours-les-Plages (83140), chemin de Julien, cadastrées section AD n°751 d'une superficie de 314 m², AD n°752 d'une superficie de 63 m² et AD n°755 d'une superficie de 104 m² et auprès de la société ERILIA, les parcelles sur la commune de Six-Fours-les-Plages (83140), chemin de Julien, cadastrées section AD n°756 d'une superficie de 237 m² et AD n°757 d'une superficie de 205 m² pour un montant symbolique de UN EURO (1€), non recouvrable.

ARTICLE 2

DE SIGNER la convention de transfert de foncier relative à l'intégration des parcelles sus-indiquées dans le domaine public métropolitain une fois celles-ci devenues la propriété de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

ARTICLE 3

DE DESIGNER Maître Antoine ROQUEBERT, notaire à Ollioules (83190) avec la participation de Maître Jérémy SALLES, notaire à Marseille 6^{ème} (13000), qui assiste la société ERILIA, en vue de la rédaction de l'ensemble des documents et actes nécessaires à la réalisation de cette acquisition dont tous les frais seront supportés par la SNC COGEDIM et la société ERILIA.

ARTICLE 4

DE SIGNER l'acte d'acquisition à venir aux conditions ordinaires et de droit en pareille matière, et notamment celles figurant dans le projet d'acte en annexe ainsi que tous les document annexes nécessaire et la convention de transfert de foncier.

ARTICLE 5

DE DIRE que cette décision est sans incidence financière.

La présente Décision sera

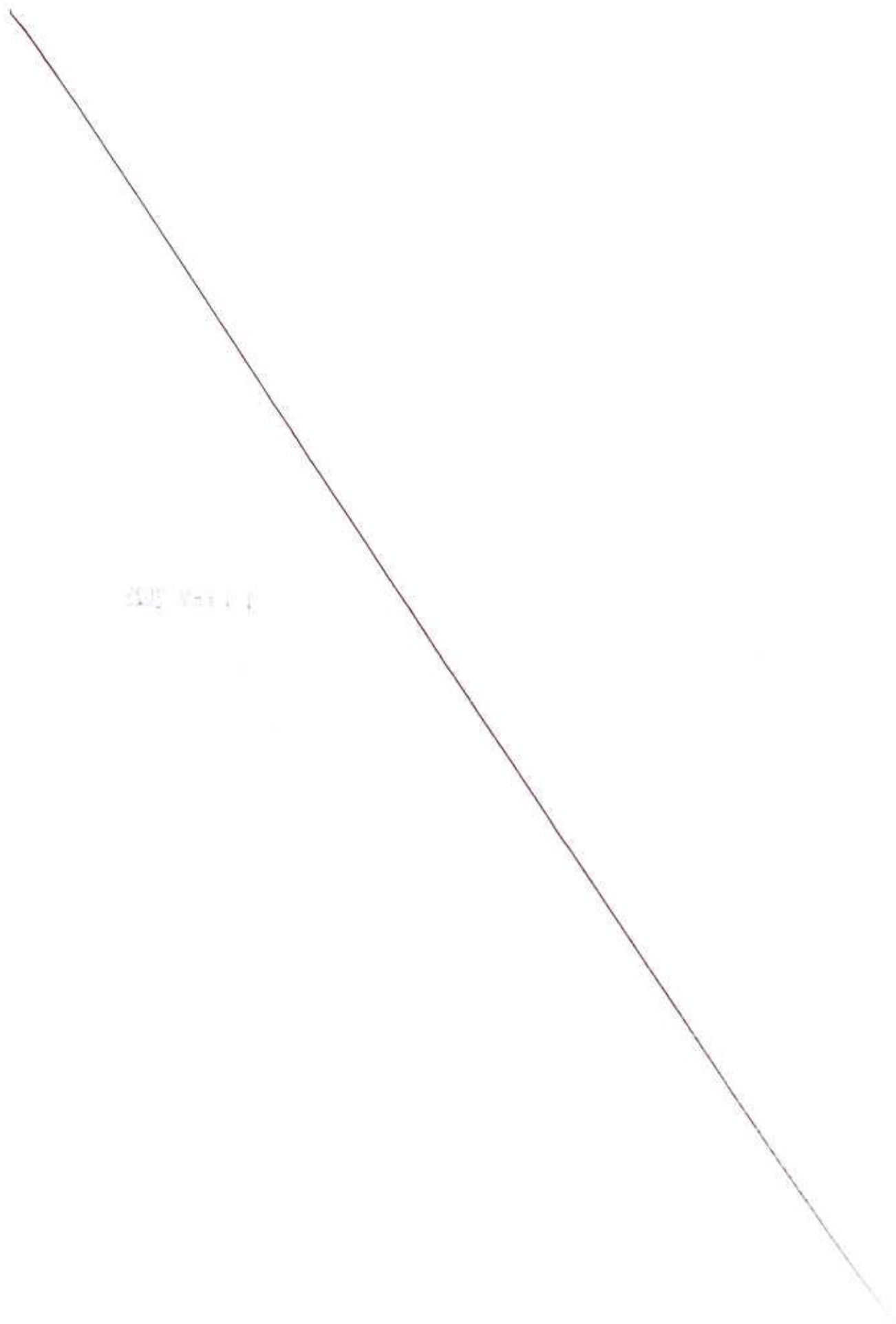
- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **11 FEV. 2025**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée





MAIRIE
de SIX FOURS LES PLAGES

**PERMIS DE CONSTRUIRE VALANT DIVISION
PARCELLAIRE DELIVRE PAR LE MAIRE AU NOM DE
LA COMMUNE**

Demande déposée le 30/07/2019 affichée en Mairie le 30/07/2019 et complétée le 16/10/2019		N° PC 083 129 19 00079	
Par :	SA D'HLM LOGIREM/ Monsieur LEROY Raphaël Et SNC COGEDIM PROVENCE / Monsieur MAYER Matthieu		
Demeurant à :	111 Boulevard National BP 204 13302 MARSEILLE Cedex 03 Et 17 Avenue Vauban 83000 TOULON	Surface de plancher :	Surface Taxable :
		Existante démolie : 1164m ² dont 194m ² d'habitation et 970m ² de service public ou d'intérêt collectif	10211m ²
Sur un terrain sis à :	148 CHEMIN DE JULIEN 83140 SIX FOURS LES PLAGES AD 47 et 48 (7028m ²)	Créée : Logements sociaux : 2867m ² Logements libres : 2846m ² Totale : 5713m ²	13 places de stationnement
Nature des Travaux :	Construction d'un ensemble immobilier composé de 90 logements dont 45 logements locatifs sociaux et 45 en accession libre avec 191 places de stationnement (intérieures 178 en parking en sous-sol et 13 en surface) plus 28 places extérieures au titre du réaménagement de voirie après démolition des constructions existantes . Permis valant division parcellaire.		

Monsieur le Maire de la Ville de Six Fours les Plages

VU la demande de permis de construire susvisée,

VU le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants, et R 431-24,

VU le Plan Local d'Urbanisme approuvé par délibération du Conseil Municipal n°14351 en date du 10 avril 2015, modifié par délibération du Conseil Métropolitain de Toulon Provence Méditerranée n° 18/03/91 en date du 27 mars 2018, mis en révision par délibération du Conseil Municipal n° 15093 en date du 08 novembre 2017 poursuivie par délibération du Conseil Métropolitain de Toulon Provence Méditerranée n°18/02/14 en date du 13 février 2018,

VU la situation du terrain en zone UC du PLU approuvé susvisé,

VU la délibération n° 12/05/95 du Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée en date du 24 mai 2012 instaurant la nouvelle PAC qui se substitue à partir du 1^{er} juillet 2012 à la Participation au Raccordement à l'Egout conformément à l'article 30 de la loi de finances rectificative 2012 n° 2012-354 du 14 mars 2012,

VU les avis de la Métropole Toulon Provence Méditerranée en date des 21 août, 30 septembre et 15 octobre 2019,

VU l'avis d'ENEDIS en date du 05 septembre 2019,

ARRETE

Article 1 : Le permis de construire est ACCORDE pour le projet décrit dans la demande susvisée conformément aux plans ci-annexés. Ledit permis est assorti des prescriptions et réserves énoncées aux articles ci-après.

Article 2 : TAXES D'URBANISME

Le projet est soumis au versement de la Taxe d'Aménagement et de la redevance d'archéologie préventive.

La présente autorisation est le fait générateur de taxes d'urbanisme. L'avis d'imposition correspondant sera transmis par le Trésor Public.

Article 3 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES.

Les prescriptions émises par la Métropole Toulon Provence Méditerranée en date des 21 août, 30 septembre et 15 octobre 2019 seront respectées (Cf : photocopies, ci-jointes).

Les prescriptions émises dans l'avis d'ENEDIS en date du 05 septembre 2019 seront respectées (Cf : photocopies, ci-jointes).

Article 4 : PRESCRIPTIONS ARCHITECTURALES

- les enduits devront être grattés ou frottés fin,
- les tuiles seront de type canal vieilles ou de teintes non vives,
- les garde-corps seront peints,

Article 5 : PRESCRIPTIONS CLOTURES

- les enduits devront être grattés ou frottés fin de couleurs identiques à celles des constructions principales,
- la clôture sera doublée de haie vive,
- les portails, les grilles et les portillons seront peints.

Article 6: PRESCRIPTION DEMOLITION

En ce qui concerne la démolition des constructions existantes, l'attention du pétitionnaire est attirée sur ses obligations en matière de recherche avant démolition de présence d'amiante et de plomb tel qu'il résulte du décret N° 96.97 du 07 février 1996 et du décret N° 2006 . 1099 du 31 août 2006.

Article 7 : ISOLATION ACOUSTIQUE

L'attention du pétitionnaire est attirée sur le fait que la construction envisagée, située dans une bande de 100m de large, comptée de part et d'autre de la RD 559 classée voie bruyante de type 3 est soumise aux normes d'isolement acoustique, conformément aux dispositions des arrêtés préfectoraux du 7 juin 2000 et 18 mai 2001 définissant par leurs origines et leurs extrémités les différents tronçons portant classement sonore des infrastructures de transports terrestre relatif aux voies bruyantes interurbaines.

Les bâtiments à construire dans ces zones de bruit doivent présenter un isolement acoustique minimum contre les bruits extérieurs conformément aux décrets 95-20 pris pour l'application de l'article L.111-11-1 du Code de la Construction et de l'Habitation et relatif aux caractéristiques acoustiques de certains bâtiments autres que d'habitation et de leurs équipements et 95-21 relatif au classement des infrastructures de transports terrestres et modifiant le Code de l'Urbanisme et le Code de la Construction et de l'Habitation.

Pour les bâtiments d'habitation, l'isolement acoustique minimum est déterminé selon les articles 5 à 9 de l'arrêté du 30 mai 1996.

Article 8 : DIVISION PARCELLAIRE

Le permis de construire vaut division parcellaire en application de l'article R 431-24 du Code de l'urbanisme.

Article 9: INFORMATION PARTICIPATION A L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

Le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée a, par délibération en date du 24 mai 2012, instauré la P.A.C. qui s'est substituée à la P.R.E.. Cette participation est calculée selon les tarifs fixés à 15 euros le m² pour les logements d'habitation individuels et collectifs, à 9 euros le m² pour les bureaux, locaux commerciaux et à 80 euros par emplacement pour le camping, et selon la formule suivante : ... € le m² de surface de plancher x la surface de plancher. Ce montant est actualisé annuellement suivant les variations de l'indice TP10A.

Pour toutes questions sur cette participation, contacter le Service Communautaire d'Assainissement de la Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée au 04.94.93.70.67 ou 04.94.93.70.76, l'adresse mail : assainissement@tpmed.org

Fait à Six Fours les Plages, le 8 NOV. 2019

Jean-Sébastien VIALATTE
Député Honoraire
Maire de Six-Fours-Les-Plages
Vice-Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

« Votre projet fait partie des travaux de rénovation pour lesquels vous devez prendre en compte la réglementation thermique en application des dispositions des articles R 131-26 ou R 131-28 du CCH. Vous devrez justifier de la prise en compte de cette réglementation au moyen d'une attestation jointe à la DAACT au titre de l'article R 462-4-2 du Code de l'Urbanisme. »

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.

Durée de validité du permis :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

L'autorisation peut être prorogée par périodes d'une année si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée de l'autorisation pour laquelle vous demandez la prorogation, au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis peut commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Le tribunal administratif peut être saisi par application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr ».

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.

**MAIRIE DE
SIX FOURS LES PLAGES**

**PERMIS DE CONSTRUIRE MODIFICATIF
VALANT DIVISION PARCELLAIRE DELIVRE DELIVRE
PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE**

Demande déposée le 15/12/2020 et affichée en Mairie le 15/12/2020

N° PC 083 129 19 00079 M01

Par	SA D'HLM LOGIREM/ Madame MALDONADO Laëtitia Et SNC COGEDIM PROVENCE / Monsieur MAYER Matthieu
Demeurant à	111 Boulevard National BP 204 13302 MARSEILLE Cedex 03 Et 17 Avenue Vauban 83000 TOULON
Sur un terrain sis à	148 CHEMIN DE JULIEN 83140 SIX FOURS LES PLAGES AD 47 et 48 (7028m²)
Nature des Travaux :	Modification suite au jugement du T.A de Toulon en date du 27 octobre 2020 relatif au dossier n° 2000215-1: Sécurisation de l'aire de jeux située devant les bâtiments A et B par une clôture en barreaudage avec portillon d'accès notamment pour la partie à proximité de la place de stationnement n°12, Matérialisation d'un cheminement piétonnier par marquage au sol au niveau notamment des emplacements de stationnement extérieurs n°1 à 7 situés au droit du bâtiment D.

Monsieur le Maire de la Ville de Six Fours les Plages

VU la demande de permis de construire modificatif susvisée,

VU le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants et L600-5 relatif à la régularisation de permis de construire partiellement annulés,

VU le Plan Local d'Urbanisme approuvé par délibération du Conseil Municipal n°14351 en date du 10 avril 2015, modifié par délibération du Conseil Métropolitain de Toulon Provence Méditerranée n° 18/03/91 en date du 27 mars 2018, mis en révision par délibération du Conseil Municipal n° 15093 en date du 08 novembre 2017 poursuivie par délibération du Conseil Métropolitain de Toulon Provence Méditerranée n° 18/02/14 en date du 13 février 2018,

VU la situation du terrain en zone UC du PLU approuvé susvisé,

VU l'arrêté Municipal n°17714 du 10 Juillet 2020 portant délégation de fonction et de signature,

VU le Permis de Construire PC 083 129 19 00079 délivré à la SA D'HLM LOGIREM/ Monsieur LEROY Raphaël et la SNC COGEDIM PROVENCE / Monsieur MAYER Matthieu en date du 18 novembre 2019,

VU le jugement du Tribunal Administratif de Toulon en date du 27 octobre 2020 relatif au dossier n° 2000215-1 annulant partiellement l'arrêté de permis de construire "en tant que les places de stationnement n°1 à 7 sont dépourvues de cheminement piétonnier et en tant que l'aire de jeux située à proximité de la place de stationnement n°12 ne contient aucun dispositif de sécurité",

ARRETE

Article 1 : La modification du Permis de Construire susvisé est accordée pour le projet décrit dans la présente demande conformément aux plans, ci-annexés. Ledit permis est assorti des prescriptions et réserves énoncées aux articles, ci-après.

Article 2 : La présente autorisation ne porte pas modification du délai de validité du permis de construire initial dont les prescriptions demeurent applicables.

Article 3 :PRESCRIPTION CLOTURES COMPLEMENTAIRES

- La clôture en barreaudage et le portillon seront peints.

Fait à Six Fours les Plages, le 25 JAN. 2021


Pour le Maire
L'adjoint Délégué
Jérémie VIDAL



Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s):

- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du code général des collectivités territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.
- vous ne pouvez commencer vos travaux de démolition que quinze jours après la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, voire après la date de transmission au préfet si cette autorisation vous a été délivrée par une autorité décentralisée.
- si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.
- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

« Votre projet fait partie des travaux de rénovation pour lesquels vous devez prendre en compte la réglementation thermique en application des dispositions des articles R 131-26 ou R 131-28 du CCH. Vous devrez justifier de la prise en compte de cette réglementation au moyen d'une attestation jointe à la DAACT au titre de l'article R 462-4-2 du Code de l'Urbanisme. »

- **COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE:** les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire. L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisé ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire. Cet affichage n'est pas obligatoire pour les déclarations préalables portant sur une coupe ou un abattage d'arbres situés en dehors des secteurs urbanisés.

- **DUREE DE VALIDITE :** L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de la notification de l'arrêté, ou de la date à laquelle un permis tacite ou une décision de non-opposition à une déclaration préalable sont intervenus. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. L'autorisation peut être prorogée, c'est à dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué. Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie.

- **DROITS DES TIERS :** La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

- **OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGESOUVRAGES :** cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L241-1 et suivants du code des assurances.

- **SECURITE PISCINE :** Il est rappelé qu'en application de la loi du 03/01/03 modifiée et des articles R.128.0 à R128.4 du code de la construction et de l'habitation, toutes les piscines construites ou installées à partir du 1^{er} janvier 2004 (hors établissements de natation et piscines surveillées par un maître nageur) doivent être pourvues de dispositifs de sécurité. Les normes applicables peuvent être recherchées auprès de l'AFNOR (www.afnor.fr).

- **ACCESSIBILITE AUX PERSONNES HANDICAPEES :** Il est rappelé au pétitionnaire son obligation de respecter l'arrêté du 30 septembre 2007 modifiant l'arrêté du 1^{er} août 2006 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R.111-18 à R.111-18-7 du Code de la Construction et de l'Habitation relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des bâtiments d'habitation collectifs et des maisons individuelles lors de leur construction.

- **DECLARATION D'ACHEVEMENT DES TRAVAUX VALANT CONFORMITE :** Il est rappelé au pétitionnaire que cette déclaration doit être accompagnée d'un dossier permettant de vérifier la conformité de travaux de construction, d'aménagement ou de modification d'un établissement recevant du public avec les règles d'accessibilité aux personnes handicapées en application de l'arrêté du 11 septembre 2007.

- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS :** Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. *(L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).*

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.

Demande déposée le 28/07/2023 affichée en Mairie le 28/07/2023		N° PC 083 129 19 00079 M02	
Par :	SA D'HLM LOGIREM/ Madame ROUX Séverine Et SNC COGEDIM PROVENCE / Monsieur JOUANEL Jérôme		
Demeurant à :	111 Boulevard National BP 204 13302 MARSEILLE Cedex 03 Et 19 a Rue Gimelli 83000 TOULON	Surfaces de plancher :	Surface Taxable
		Initiale : Logements sociaux : 2867m ² Logements libres : 2846m ² Totale : 5713m ²	Initiale : 10211m ² 13 places de stationnement
Sur un terrain sis à :	148 CHEMIN DE JULIEN 83140 SIX FOURS LES PLAGES AD 750,751, 752, 753,754,755, 756 et 757 (7028m ²)	Modifiée : Logements sociaux : 2988m ² Logements libres : 2861m ²	Créée : 233m ² 13 places de stationnement
Nature des Travaux :	- Modifications du sous-sol - Création d'une zone de boîtes aux lettres - Augmentation de la largeur de la rampe de parking menant au sous-sol des bâtiments A et B - Adaptations mineures en façades et toitures - Création d'un accès piéton à la sente depuis l'opération - Redimensionnement de la zone du poste transformateur suivant demande du concessionnaire - Modification des surfaces plancher et taxable	Totale : 5849m ²	Totale : 10444m ² 13 places de stationnement

Monsieur le Maire de la Ville de Six Fours les Plages

VU la demande de permis de construire modificatif susvisée,
VU le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants,
VU le Plan Local d'Urbanisme approuvé par délibération du Conseil Municipal n°14351 en date du 10 avril 2015, modifié par délibération du Conseil Métropolitain de Toulon Provence Méditerranée n° 18/03/91 en date du 27 mars 2018, mis en révision par délibération du Conseil Municipal n° 15093 en date du 08 novembre 2017 poursuivie par délibération du Conseil Métropolitain de Toulon Provence Méditerranée n° 18/02/14 en date du 13 février 2018,
VU la situation du terrain en zone UC du PLU approuvé susvisé,
VU la délibération n° 12/05/95 du Conseil alors Communautaire de la Métropole Toulon Provence Méditerranée en date du 24 mai 2012 instaurant la nouvelle PAC qui se substitue à partir du 1er juillet 2012 à la Participation au Raccordement à l'Egout conformément à l'article 30 de la loi de finances rectificative 2012 n° 2012-354 du 14 mars 2012,
VU le Permis de Construire n° PC 083 129 19 00079 délivré à la SA D'HLM LOGIREM/ Monsieur LEROY Raphaël et la SNC COGEDIM PROVENCE / Monsieur MAYER Matthieu en date du 18 novembre 2019, modifié le 25 janvier 2021 suite au jugement du Tribunal Administratif de Toulon en date du 27 octobre 2020,

VU l'arrêté Municipal n°23/1406 du 25 juillet 2023 portant délégation de fonction et de signature,
VU la fiche d'alignement de l'antenne de Six-Fours-les-Plages de la Métropole Toulon Provence Méditerranée en date du 18 septembre 2023,
VU l'avis d'Enedis en date du 21 septembre 2023,
VU l'avis de la Métropole Toulon Provence Méditerranée en date du 09 octobre 2023

A R R E T E

Article 1 : La modification du Permis de Construire susvisé est accordée pour le projet décrit dans la présente demande conformément aux plans, ci-annexés. Ledit permis est assorti des prescriptions et réserves énoncées aux articles, ci-après.

Article 2 : La présente autorisation ne porte pas modification du délai de validité du permis de construire initial dont les prescriptions ainsi que celles du précédent permis de construire modificatif demeurent applicables.

Article 3 : TAXES D'URBANISME

Le projet est soumis au versement de la Taxe d'Aménagement et la redevance d'archéologie préventive.

Une déclaration devra être effectuée par les redevables auprès des services fiscaux, dans les 90 jours suivant l'achèvement de la construction (au sens de l'article 1406 du Code Général des Impôts), sur l'espace sécurisé du site www.impots.gouv.fr via le service « Gérer Mes Biens Immobiliers ».

Article 4 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES COMPLEMENTAIRES

Les prescriptions émises par Enedis en date du 21 septembre 2023 seront respectées (Cf : photocopies, ci-jointes).

Les prescriptions émises par la Métropole Toulon Provence Méditerranée en date du 09 octobre 2023 seront respectées (Cf : photocopies, ci-jointes).

Article 5 : PRESCRIPTIONS ALIGNEMENT

Les parcelles cadastrées section AD n°750p,751,752,755,756p et 757 sont grevées par une servitude d'alignement matérialisée d'un trait bleu sur le plan PC.2b ci-joint du 24 juillet 2023 pour le réaménagement et la réfection d'une emprise de 923m² au droit du chemin Julien Nord et Est comprenant :

- L'aménagement de 17 places de stationnement le long de la voie du chemin de Julien (Nord),
- La création d'un parking végétalisé de 11 places de stationnement au droit du chemin de Julien (Nord),
- La mise en place d'un transformateur électrique pour desservir les futurs bâtiments,
- L'aménagement du chemin de Julien Est et l'aménagement d'un piétonnier jusqu'à l'avenue Maréchal Juin, pour la sécurité piétonne.

Les parcelles citées ci-dessus seront cédées à la Métropole Toulon Provence Méditerranée après aménagement comme prévu au permis de construire.

Article 6 : INFORMATION PARTICIPATION A L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

Le Conseil alors Communautaire de la Métropole Toulon Provence Méditerranée a, par délibération en date du 24 mai 2012, instauré la P.A.C. qui s'est substituée à la P.R.E.. Cette participation est calculée selon les tarifs fixés à 18,30 euros le m² pour les logements d'habitation individuels et collectifs, à 10,98 euros le m² pour les bureaux, locaux commerciaux et à 97,62 euros par emplacement pour le camping, et selon la formule suivante : ... € le m² de surface de plancher x la surface de plancher. Ce montant est actualisé annuellement suivant les variations de l'indice TP10A.

Pour toutes questions sur cette participation, contacter le Service d'Assainissement de la Métropole Toulon
Provence Méditerranée au 04.94.93.70.76, l'adresse mail : assainissement@metropoletpm.fr

Fait à Six Fours les Plages,
le

26 OCT. 2023



Pour le Maire
L'adjoint Délégué
Jérémy VIDAL

Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s):

- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du code général des collectivités territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.
- vous ne pouvez commencer vos travaux de démolition que quinze jours après la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, voire après la date de transmission au préfet si cette autorisation vous a été délivrée par une autorité décentralisée.
- si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.
- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

« Votre projet fait partie des travaux de rénovation pour lesquels vous devez prendre en compte la réglementation thermique en application des dispositions des articles R 131-26 ou R 131-28 du CCH. Vous devrez justifier de la prise en compte de cette réglementation au moyen d'une attestation jointe à la DAACT au titre de l'article R 462-4-2 du Code de l'Urbanisme. »

- **COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE:** les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire. L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisé ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire. Cet affichage n'est pas obligatoire pour les déclarations préalables portant sur une coupe ou un abattage d'arbres situés en dehors des secteurs urbanisés.

- **DUREE DE VALIDITE :** L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de la notification de l'arrêté, ou de la date à laquelle un permis tacite ou une décision de non-opposition à une déclaration préalable sont intervenus. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. L'autorisation peut être prorogée, c'est à dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué. Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie.

- **DROITS DES TIERS :** La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

- **OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGESOUVRAGES :** cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L241-1 et suivants du code des assurances.

- **SECURITE PISCINE :** Il est rappelé qu'en application de la loi du 03/01/03 modifiée et des articles R.128.0 à R128.4 du code de la construction et de l'habitation, toutes les piscines construites ou installées à partir du 1^{er} janvier 2004 (hors établissements de natation et piscines surveillées par un maître nageur) doivent être pourvues de dispositifs de sécurité. Les normes applicables peuvent être recherchées auprès de l'AFNOR (www.afnor.fr).

- **ACCESSIBILITE AUX PERSONNES HANDICAPEES :** Il est rappelé au pétitionnaire son obligation de respecter l'arrêté du 30 septembre 2007 modifiant l'arrêté du 1^{er} août 2006 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R.111-18 à R.111-18-7 du Code de la Construction et de l'Habitation relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des bâtiments d'habitation collectifs et des maisons individuelles lors de leur construction.

- **DECLARATION D'ACHEVEMENT DES TRAVAUX VALANT CONFORMITE :** Il est rappelé au pétitionnaire que cette déclaration doit être accompagnée d'un dossier permettant de vérifier la conformité de travaux de construction, d'aménagement ou de modification d'un établissement recevant du public avec les règles d'accessibilité aux personnes handicapées en application de l'arrêté du 11 septembre 2007.

- DELAIS ET VOIES DE RECOURS : Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. *(L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).* Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.



MAIRIE DE
SIX-FOURS-LES-PLAGES

SERVICE URBANISME

Tél. : 04.94.34.93.37

Courriel :

urbanisme.contentieux@6fours.fr

JMF/ML/CA/OG/URB n° 693

Six-Fours-les-Plages, le 26 NOV. 2024

SA D'HLM ERILIA

72 Bis, Rue Perrin-Solliers

13291 MARSEILLE CEDEX 06

**RECOMMANDEE AVEC ACCUSE
DE RECEPTION**

OBJET : PERMIS DE CONSTRUIRE n° PC 083 129 19 00079 + M01 + M02

V/Réf. :

**ATTESTATION DE NON CONTESTATION
DE LA CONFORMITE DES TRAVAUX**

Je soussigné, Jean-Sébastien VIALATTE, Député Honoraire, Maire de Six-Fours-les-Plages et Vice-Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

ATTESTE, par la présente, qu'un permis de construire n° PC 083 129 19 00079 a été accordé le 18 novembre 2019 à la SA D'HLM LOGIREM (aujourd'hui ERILIA) représentée par Monsieur LEROY Raphaël et la SNC COGEDIM PROVENCE représentée par Monsieur MAYER Matthieu ainsi que deux permis de construire modificatifs n° PC 083 129 19 00079 M01 le 25 janvier 2021 et n° PC 083 129 19 00079 M02 le 26 octobre 2023,

Que la déclaration attestant l'achèvement et la conformité de la 2^{ème} Tranche des travaux a été déposée en Mairie en date du 23 avril 2024 (logements en accession COGEDIM) et pour la 1^{ère} Tranche des travaux (logements sociaux SA d'HLM LOGIREM – 45 logements locatifs sociaux) la déclaration attestant l'achèvement des travaux a été déposée en Mairie en date du 28 octobre 2024,

Qu'en application des articles R.462-6 et R.462-10 du Code de l'Urbanisme, il n'a été fait aucune contestation de la conformité de la 2^{ème} Tranche des travaux le 9 juillet 2024 et de la 1^{ère} Tranche des travaux et donc de l'ensemble des travaux autorisés au titre du permis de construire modifié susvisé suite à un récolement effectué le 15 novembre 2024,

En foi de quoi, je délivre la présente attestation pour servir et valoir ce que de droit.



Pour le Maire et par délégation,
Le Directeur Général des Services
Techniques,

Jean-Marie FERAUD

Responsabilités : En déposant une déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux, vous vous êtes engagés sur l'achèvement et sur la conformité des travaux réalisés. La présente attestation ne constitue pas une reconnaissance par l'administration de la conformité des travaux que vous avez réalisés. Elle signifie simplement que l'autorité qui vous a délivré l'autorisation n'a pas contesté cette conformité. Cette attestation ne vous exonère pas de votre éventuelle responsabilité en cas de travaux non conformes à l'autorisation accordée.

Droit de visite et de communication : Le Préfet, l'autorité compétente, les fonctionnaires et agents commissionnés peuvent visiter les constructions en cours, procéder aux vérifications qu'ils jugent utiles et se faire communiquer tous documents techniques se rapportant à la réalisation des bâtiments, en particulier ceux relatifs à l'accessibilité aux personnes handicapées. Ce droit de visite et de communication peut aussi être exercé après l'achèvement des travaux pendant trois ans.

Exécution de travaux non autorisés par le permis ou la déclaration préalable : Selon l'article L.480-4 du Code de l'Urbanisme : *« Le fait d'exécuter des travaux mentionnés aux articles L.421-1 à L.421-5 en méconnaissance des obligations imposées par les titres Ier à VII du présent livre et les règlements pris pour leur application ou en méconnaissance des prescriptions imposées par un permis de construire, de démolir ou d'aménager ou par la décision prise sur une déclaration préalable est puni d'une amende comprise entre 1.200 euros et un montant qui ne peut excéder, soit, dans le cas de construction d'une surface de plancher, une somme égale à 6.000 euros par mètre carré de surface construite, démolie ou rendue inutilisable au sens de l'article L.430-2, soit, dans les autres cas, un montant de 300.000 euros. En cas de récidive, outre la peine d'amende ainsi définie un emprisonnement de six mois pourra être prononcé. Les peines prévues à l'alinéa précédent peuvent être prononcées contre les utilisateurs du sol, les bénéficiaires des travaux, les architectes, les entrepreneurs ou autres personnes responsables de l'exécution desdits travaux ».*

Prescription pénale : L'absence de conformité des travaux peut être constatée par un agent assermenté et faire l'objet de poursuites pénales dans un délai de trois ans à compter de l'achèvement des travaux.



MAIRIE DE
SIX-FOURS-LES-PLAGES

SERVICE URBANISME

Tél. : 04.94.34.93.37

Courriel :

urbanisme.contentieux@6fours.fr

JMF/ML/CA/OG/URB n° 500

Six-Fours-les-Plages, le 26 NOV. 2024

SNC COGEDIM PROVENCE

19 A Rue Gimelli

83000 TOULON

**RECOMMANDEE AVEC ACCUSE
DE RECEPTION**

OBJET : PERMIS DE CONSTRUIRE n° PC 083 129 19 00079 + M01 + M02

V/Réf. :

**ATTESTATION DE NON CONTESTATION
DE LA CONFORMITE DES TRAVAUX**

Je soussigné, Jean-Sébastien VIALATTE, Député Honoraire, Maire de Six-Fours-les-Plages et Vice-Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

ATTESTE, par la présente, qu'un permis de construire n° PC 083 129 19 00079 a été accordé le 18 novembre 2019 à la SA D'HLM LOGIREM (aujourd'hui ERILIA) représentée par Monsieur LEROY Raphaël et la SNC COGEDIM PROVENCE représentée par Monsieur MAYER Matthieu ainsi que deux permis de construire modificatifs n° PC 083 129 19 00079 M01 le 25 janvier 2021 et n° PC 083 129 19 00079 M02 le 26 octobre 2023,

Que la déclaration attestant l'achèvement et la conformité de la 2^{ème} Tranche des travaux a été déposée en Mairie en date du 23 avril 2024 (logements en accession COGEDIM) et pour la 1^{ère} Tranche des travaux (logements sociaux SA d'HLM LOGIREM – 45 logements locatifs sociaux) la déclaration attestant l'achèvement des travaux a été déposée en Mairie en date du 28 octobre 2024,

Qu'en application des articles R.462-6 et R.462-10 du Code de l'Urbanisme, il n'a été fait aucune contestation de la conformité de la 2^{ème} Tranche des travaux le 9 juillet 2024 et de la 1^{ère} Tranche des travaux et donc de l'ensemble des travaux autorisés au titre du permis de construire modifié susvisé suite à un récolement effectué le 15 novembre 2024,

En foi de quoi, je délivre la présente attestation pour servir et valoir ce que de droit.



Pour le Maire et par délégation,
Le Directeur Général des Services
Techniques,

Jean-Marie FERAUD

Responsabilités : En déposant une déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux, vous vous êtes engagés sur l'achèvement et sur la conformité des travaux réalisés. La présente attestation ne constitue pas une reconnaissance par l'administration de la conformité des travaux que vous avez réalisés. Elle signifie simplement que l'autorité qui vous a délivré l'autorisation n'a pas contesté cette conformité. Cette attestation ne vous exonère pas de votre éventuelle responsabilité en cas de travaux non conformes à l'autorisation accordée.

Droit de visite et de communication : Le Préfet, l'autorité compétente, les fonctionnaires et agents commissionnés peuvent visiter les constructions en cours, procéder aux vérifications qu'ils jugent utiles et se faire communiquer tous documents techniques se rapportant à la réalisation des bâtiments, en particulier ceux relatifs à l'accessibilité aux personnes handicapées. Ce droit de visite et de communication peut aussi être exercé après l'achèvement des travaux pendant trois ans.

Exécution de travaux non autorisés par le permis ou la déclaration préalable : Selon l'article L.480-4 du Code de l'Urbanisme : *« Le fait d'exécuter des travaux mentionnés aux articles L.421-1 à L.421-5 en méconnaissance des obligations imposées par les titres Ier à VII du présent livre et les règlements pris pour leur application ou en méconnaissance des prescriptions imposées par un permis de construire, de démolir ou d'aménager ou par la décision prise sur une déclaration préalable est puni d'une amende comprise entre 1.200 euros et un montant qui ne peut excéder, soit, dans le cas de construction d'une surface de plancher, une somme égale à 6.000 euros par mètre carré de surface construite, démolie ou rendue inutilisable au sens de l'article L.430-2, soit, dans les autres cas, un montant de 300.000 euros. En cas de récidive, outre la peine d'amende ainsi définie un emprisonnement de six mois pourra être prononcé. Les peines prévues à l'alinéa précédent peuvent être prononcées contre les utilisateurs du sol, les bénéficiaires des travaux, les architectes, les entrepreneurs ou autres personnes responsables de l'exécution desdits travaux ».*

Prescription pénale : L'absence de conformité des travaux peut être constatée par un agent assermenté et faire l'objet de poursuites pénales dans un délai de trois ans à compter de l'achèvement des travaux.

CONVENTION DE TRANSFERT DE FONCIER

Entre

La Métropole, **Toulon Provence Métropole (TPM)**, représentée par M. Jean-Pierre GIRAN dûment habilité à l'effet des présentes par le Conseil Métropolitain,

Et désignée dans ce qui suit sous l'appellation « **La Métropole** ».

D'une première part,

Et

La Société dénommée **ERILIA**, Société anonyme à conseil d'administration, au capital de 5.399.472,00€, dont le siège est à MARSEILLE (13006) 72bis rue Perrin Solliers, identifiée au SIREN sous le numéro 058 811 670 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de MARSEILLE.

La société ERILIA est représentée par Monsieur Frédéric LAVERGNE agissant en sa qualité de directeur général, fonction à laquelle il a été nommé par décision du Conseil d'Administration du 14 juin 2019 renouvelé dans cette fonction suivant décision du Conseil d'Administration du 24 juin 2022.

Etant rappelé que la SA ERILIA se substitue à la SA LOGIREM suite à la fusion avec effet au 30/06/2024.

D'une deuxième part,

Et

La société en nom collectif, **COGEDIM PROVENCE**, dont le siège est sis Immeuble ASTROLABE, 92 Bd de Dunkerque 13002 Marseille, représentée en son établissement secondaire, sise 19a rue Gimelli à Toulon (83000), par M. Jérôme JOUANEL, agissant en sa qualité de Directeur de Production, dûment habilité à l'effet des présentes,

D'une troisième part,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Exposé

L'EPF PACA a effectué une « Procédure de Dialogue Compétitif » portant sur le terrain « Pourquier » situé Chemin de Julien à SIX FOURS LES PLAGES (83140) pour y réaliser une opération d'Habitat Mixte.

Les sociétés COGEDIM PROVENCE et LOGIREM, Lauréat, ont réalisé un ensemble immobilier mixte savoir :

- La société COGEDIM PROVENCE : 45 logements sur les parcelles cadastrées Section AD numéros 750-751- 752- 753 et 755
- La société LOGIREM : 45 logements sur les parcelles cadastrées Section AD numéros 754 – 756 et 757.

Paraphe
J

Paraphe
FL

L'attestation de non contestation de la conformité desdits travaux a été délivrée par la mairie de SIX-FOURS-LES-PLAGES le 26 novembre 2024.

Les parcelles cadastrées Section AD numéros 751-752 et 755 appartenant à la société COGEDIM PROVENCE et les parcelles cadastrées Section AD numéros 756 et 757 appartenant à la société ERILIA (suite à la fusion absorption de la société LOGIREM) à usage de trottoir et de stationnement le long du chemin de Julien, sont destinées à être rétrocédées à la Métropole, Toulon Provence Métropole (TPM), en vue de leur intégration dans le domaine public.

Article 2 : Objet de la convention

La présente convention vise le transfert dans le domaine de la Métropole desdites parcelles, matérialisées en couleur sur le plan ci-annexée, savoir :

2.1- Cession par la société COGEDIM PROVENCE

La société COGEDIM PROVENCE s'engage à céder à la Métropole, Toulon Provence Métropole (TPM), les parcelles situées sur la commune de SIX FOURS LES PLAGES (83140) 148 chemin Julien, figurant au cadastre sous la section AD numéros :

- 751 pour 314 m²
- 752 pour 63 m²
- 755 pour 104 m²

2.2- Cession par la société ERILIA

La société ERILIA s'engage à céder à la Métropole, Toulon Provence Métropole (TPM), les parcelles situées sur la commune de SIX FOURS LES PLAGES (83140) 144 chemin Julien, figurant au cadastre sous la section AD numéros :

- 756 pour 237 m²
- 757 pour 205 m²

Article 3 : Conditions du transfert

Le transfert de propriété s'effectuera dans les conditions habituelles en la matière, par l'intermédiaire d'acte(s) notarié(s) à établir entre les sociétés COGEDIM PROVENCE et ERILIA, et la Métropole, au prix de l'Euro symbolique, et aux frais d'acte exclusifs des sociétés COGEDIM PROVENCE et ERILIA.

Il est précisé que les réseaux d'assainissement, d'eau potable, de gaz, d'électricité, d'éclairage public et de télécommunications d'ores et déjà existants et les travaux d'aménagement (bateaux) d'ores et déjà réalisés pour permettre les accès aux deux programmes sont remis à la Métropole et aux services concessionnaires concernés.

Article 4 : Formalité du transfert

La Métropole, accepte le transfert de propriété et s'engage à incorporer ultérieurement dans le domaine public de la Métropole, l'emprise foncière (terrain), objet des présentes.

Paraphé
J

Paraphé
FL

Fait à Marseille, le
Pour ERILIA

Signé par :
Frédéric LAVERGNE
358EFA8FF83E437...

Fait à _____, le
Pour COGEDIM PROVENCE

Signé par :
JOURNEL
4A977FA8262E485...

Fait à _____, le
pour la Métropole Toulon Provence Métropole (TPM)

Pièces annexées à la présente convention :

- Plan des parcelles rétrocédées
- Plan de matérialisation des limites du 14.06.2023 (bornage)
- Description des travaux réalisés

Descriptif des travaux réalisés par le Constructeur :

En vue de la rétrocession des places de stationnement sur le chemin de Julien sur le confront de l'opération, les travaux suivants seront réalisés par Le Constructeur sur l'espace rétrocédé, entre le domaine public et la future limite de l'opération aux Résidences.

Clôtures existantes :

Dépose de la clôture existante en limite du chemin de Julien composée de potelets béton et murets de clôture, pans coupés, piliers et portails y compris évacuation déblais.

Réalisation des bordures et caniveaux au droit des bateaux :

- Terrassement pour fondation de bordures
- Fourniture et mise en place d'un lit de pose en grave tout venant 0/20 épaisseur variable en fonction du projet et à minima 10 cm soigneusement réglé et compacté
- Fourniture et mise en place de béton de pose C25/30 pour pose et réalisation du solin de calage arrière épaisseur 0.20.
- Fourniture et pose de bordure type T2 et de caniveaux type CS2, en béton préfabriqué mono-lytique sans parement rapporté, régalaie planimétrie et altimétrie y compris réalisation des parties courbes et fond de bateau.
- Réalisation des joints de bordure au mortier de ciment dosé à 400kg y compris marquage du joint au fer rond.

Construction de bateaux d'accès véhicules:

- Décaissement chaussée sur une épaisseur de 40cm, évacuation des déblais en décharge autorisée
- Réglage et compactage du fond de forme
- Réalisation du remblai du bateau en :
 - grave naturelle 0/31 sur une épaisseur minimale de 0.30 m
 - grave ciment 0/20 soigneusement compacté sur une épaisseur minimale de 0.14 m arasée à - 0.05m du niveau supérieur du caniveau
- Réalisation d'un enrobé noir 0/10 sur une épaisseur de 0.05m.

Reprise des revêtements de sols dégradés au droit des clôtures ou démolition:

- Découpe propre des revêtements existants, impactés par les démolitions ou dépose de clôture
- Décaissement chaussée sur une épaisseur de 40cm, évacuation des déblais en décharge autorisée
- Réglage et compactage du fond de forme
- Réalisation du remblai sur l'emprise en :
 - grave naturelle 0/31 sur une épaisseur minimale de 0.30 m
 - grave ciment 0/20 soigneusement compacté sur une épaisseur minimale de 0.14 m arasée à - 0.05m du niveau supérieur du caniveau
- Réalisation d'un enrobé noir 0/10 sur une épaisseur de 0.05m.
- Traçage des places de stationnement à la peinture

Réalisation des revêtements de sols sur places nouvelles :

- Réalisation du remblai sur l'emprise en :
 - grave naturelle 0/31 sur une épaisseur minimale de 0.30 m
 - grave ciment 0/20 soigneusement compacté sur une épaisseur minimale de 0.14 m arasée à - 0.05m du niveau supérieur du caniveau
- Réalisation d'un enrobé noir 0/10 sur une épaisseur de 0.05m.
- Traçage des places de stationnement à la peinture

Réalisation des revêtements des cheminements piétons :

- Passage des réseaux enterrés vers la RD

Paraphe
J

Paraphe
FL

- Réalisation du remblai sur l'emprise en :
 - grave naturelle 0/31 sur une épaisseur minimale de 0,30 m
 - grave ciment 0/20 soigneusement compacté sur une épaisseur minimale de 0,14 m arasée à - 0,05m du niveau supérieur du caniveau
- Réalisation d'un enrobé noir 0/10 sur une épaisseur de 0,05m.
- Traçage des places de stationnement à la peinture

Récupération des eaux pluviales provenant de la voirie publique :

Isolement des ruissellements issus de la voie publique au Nord du projet de ceux collectés sur l'emprise de l'opération par la pose d'un caniveau grille en limite de propriété au droit de la rampe d'accès aux aménagements de LOGIREM. Le caniveau grille sera raccordé par une conduite DN300 au regard pluvial existant situé sous le chemin Julien. Les travaux comprennent :

Fourniture et pose de caniveau 300mm x 300mm et grille 350mm 400KN :

- Ils seront en éléments préfabriqués ou coulé en place, avec grille en fonte en partie supérieure. Ces caniveaux auront une largeur de 0,30m de profondeur variable.
- Ils seront munis en partie supérieure d'un dispositif de couverture grille fonte 400 KN, ce qui permettra la butée des enrobés du revêtement qui devront couvrir le caniveau, seule la grille étant visible. Ces caniveaux seront posés sur lit de béton de 0,15 m d'épaisseur et calés de part et d'autre par du béton.
- L'entreprise devra également les raccordements au collecteur DN300. La largeur des fentes ne pourra pas excéder 2cm sous cheminement piétonnier.

Fourniture et pose d'une conduite DN300mm et raccordement au regard pluvial existant Chemin Julien :

Le collecteur des eaux pluviales du projet sera raccordé sur le réseau pluvial public existant situé chemin Julien.

Le raccordement se fera sur un regard existant. Les travaux comprennent :

- Les démarches administratives auprès des services concernés,
- La mise en place d'une signalisation de voirie,
- Les découpes à la scie des revêtements de chaussée et autres surfaces,
- Les démolitions de chaussée, par tout moyen approprié, y compris évacuation des gravats,
- L'ouverture de tranchée mécaniquement ou manuellement, y compris évacuation des gravats,
- La fourniture et mise en œuvre de sable pour lit de pose et enrobage de la canalisation, jusqu'à 0,20m au-dessus de la génératrice supérieure après compactage,
- La fourniture et pose de la canalisation DN300, les coupes éventuelles,
- La pénétration dans le regard,
- Le jointoiement, et la réfection du regard,
- La fourniture et mise en œuvre de grave naturelle 0/20 sous voirie,
- La réfection de voirie à l'identique,
- L'enlèvement de la signalisation de chantier.

Déplacement d'un poteau incendie (PI) existant :

Création de places de stationnement au Nord de l'opération nécessitant de déplacer le poteau incendie existant n°SFP100 d'environ 2 m. Les travaux comprennent :

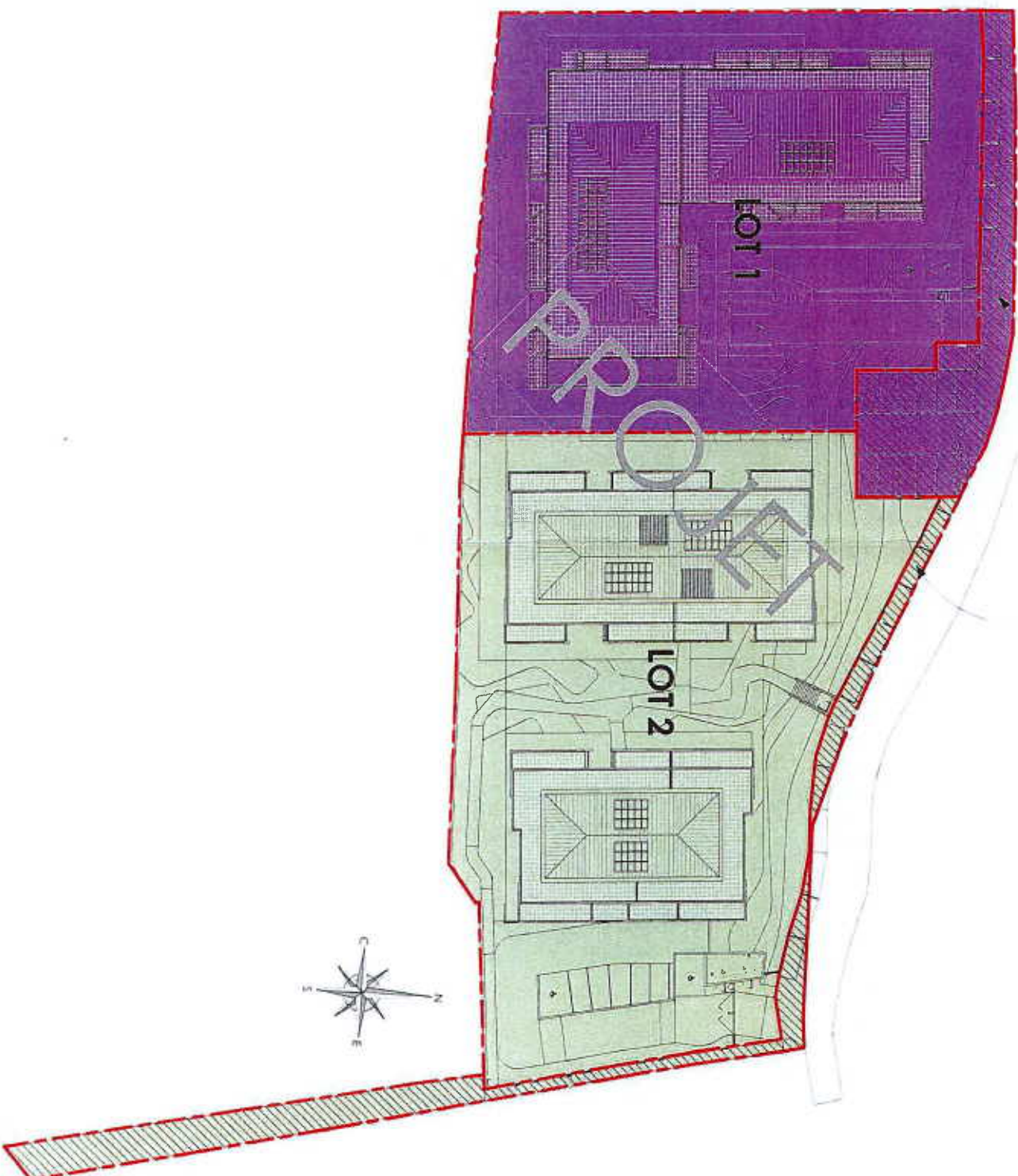
- Les démarches administratives auprès des services concernés pour le déplacement du PI existant,
- La mise en place d'une signalisation de voirie,
- Fermeture du réseau d'alimentation du PI,
- Les découpes à la scie des revêtements de chaussée et autres surfaces,
- Les démolitions de chaussée, par tout moyen approprié, y compris évacuation des gravats,
- L'ouverture de tranchée mécaniquement ou manuellement, y compris évacuation des gravats,
- La fourniture et mise en œuvre de sable pour lit de pose et enrobage de la canalisation, jusqu'à 0,20m au-dessus de la génératrice supérieure après compactage, et grillage avertisseur bleu,
- La fourniture et pose d'une conduite Fonte Ductile DN150 sur 4ml, les coupes éventuelles,

- Fourniture et pose de toutes les pièces nécessaires, coudes, téés, brides, etc..., et les raccords à chaque extrémité,
- La fourniture et mise en œuvre de grave naturelle 0/20 sous voirie,
- La fourniture et pose du PI identique au PI existant (débit à confirmer par les services concernés),
- Mise en œuvre de l'assise de chaussée en grave bitume,
- Réfection de chaussée en même temps que l'aménagement de la zone de stationnement.
- Compactage, essais de pression, désinfection et analyses de qualité de l'eau,
- Les démarches pour l'obtention de l'attestation du débit du poteau incendie.

Paraphe
J

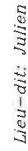
Paraphe
FL

EMPRISES ET AMENAGEMENTS RETROCEDES



Paraphe
J

Paraphe
FL



Echelle: 1/300

Propriété LOGIREM
Propriété COGEDIM



102540713

ARO/DS/

L'AN DEUX MILLE VINGT-CINQ,

LE

A OLLIOULES (Var), au siège de l'Office Notarial ci-après nommé, pour
le VENDEUR,

A TOULON (Var), Hôtel de la Métropole, 107 boulevard Henri Fabre, pour
l'ACQUEREUR,

Maître Antoine ROQUEBERT, Notaire au sein de la Société Civile
Professionnelle dénommée " ROQUEBERT-MASSIANI et ASSOCIES ", titulaire
d'un Office Notarial dont le siège est à OLLIOULES (Var), Le Concorde, Rue de
la Baume, identifié sous le numéro CRPCEN 83061,

Assistant la société COGEDIM PROVENCE et l'ACQUEREUR.

Avec la participation de Maître Jérémie SALLES, notaire à MARSEILLE
(13006), 65 avenue Jules Cantini, Tour Méditerranée, assistant la société ERILIA,
VENDEUR aux présentes,

A RECU LA PRESENTE VENTE à la requête des parties ci-après
identifiées.

Cet acte comprend deux parties pour répondre aux exigences de la publicité
foncière, néanmoins l'ensemble de l'acte et de ses annexes forme un contrat
indissociable et unique.

La première partie dite "partie normalisée" constitue le document
hypothécaire normalisé et contient toutes les énonciations nécessaires tant à la
publication au fichier immobilier qu'à la détermination de l'assiette et au contrôle du
calcul de tous impôts, droits et taxes.

La seconde partie dite "partie développée" comporte des informations,
dispositions et conventions sans incidence sur le fichier immobilier.

PARTIE NORMALISEE

IDENTIFICATION DES PARTIES

- VENDEUR -

1°) La Société dénommée **COGEDIM PROVENCE**, Société en nom collectif au capital de 100.000,00 €, dont le siège est à MARSEILLE 2ÈME ARRONDISSEMENT (13002), Immeuble Astrolabe 79 Boulevard de Dunkerque, identifiée au SIREN sous le numéro 442739413 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de MARSEILLE.

Vendeur de l'ARTICLE UN constitué des parcelles cadastrées section AD numéros 751, 752 et 755.

2°) La Société dénommée **ERILIA**, Société anonyme à conseil d'administration au capital de 5.399.472,00 €, dont le siège est à MARSEILLE 6ÈME ARRONDISSEMENT (13006), 72 Bis rue Perrin Solliers, identifiée au SIREN sous le numéro 058811670 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de MARSEILLE.

VENDEUR de l'ARTICLE DEUX constitué des parcelles cadastrées section AD numéros 756 et 757.

- ACQUEREUR -

La Métropole dénommée **TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**, Etablissement public de coopération intercommunale, dont le siège est à TOULON (83000), 107 boulevard Henri Fabre CS 30536, identifiée au SIREN sous le numéro 248300543.

QUOTITÉS VENDUES

La société dénommée COGEDIM PROVENCE vend la pleine propriété de l'ARTICLE UN.

La société dénommée ERILIA vend la pleine propriété de l'ARTICLE DEUX.

QUOTITÉS ACQUISES

La Métropole dénommée TOULON PROVENCE MEDITERRANEE acquiert la totalité des biens en pleine propriété.

PRÉSENCE - REPRÉSENTATION

- La Société dénommée COGEDIM PROVENCE est représentée à l'acte par

- La Société dénommée ERILIA est représentée à l'acte par

- La Métropole dénommée TOULON PROVENCE MEDITERRANEE est représentée à l'acte par Madame Valérie PAECHT, habilitée à l'effet des présentes en vertu d'une délégation de pouvoirs consentie par Monsieur Jean-Pierre GIRAN, Président de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE, aux termes d'un arrêté n° 23/49 affiché à l'Hôtel de la Métropole le 11 mai 2023 et notifié à Monsieur le Préfet du Var le 11 mai 2023, ledit arrêté ayant fait l'objet d'un arrêté rectificatif n°24/3 affiché à l'Hôtel de la Métropole le 7 février 2024 et notifié à Monsieur le Préfet du Var le 7 février 2024.

Le représentant de la Métropole déclare que ledit arrêté n'a fait l'objet d'aucun recours auprès du Tribunal Administratif.

Monsieur Jean-Pierre GIRAN, Maire de HYERES (Var) et Président de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE, lui-même spécialement autorisé à réaliser la présente opération aux termes des délibérations du Conseil Métropolitain n° 23/05/075 du 4 mai 2023 et n° 23/05/078 du 4 mai 2023 et d'une décision motivée du Bureau Métropolitain ci-après visée.

DECLARATIONS SUR LA CAPACITE

Le **VENDEUR** déclare avoir la pleine capacité pour contracter aux présentes, n'étant soumis ni susceptible d'être soumis à aucune mesure pouvant porter atteinte à celle-ci.

En outre, il déclare que les mentions le concernant relatées ci-dessus sont exactes et complètes.

De son côté, le représentant de l'**ACQUEREUR** déclare avoir pleine capacité pour contracter selon les termes et conditions des présentes ainsi qu'il en a justifié au notaire soussigné par la production des pièces sus-indiquées, et atteste de l'inscription de la dépense engagée au budget de la commune.

DOCUMENTS RELATIFS À LA CAPACITÉ ET À LA QUALITÉ DES PARTIES

Les pièces suivantes ont été produites à l'appui des déclarations du **VENDEUR** sur sa capacité :

Concernant la société COGEDIM PROVENCE

- Extrait K bis.
- Certificat de non faillite.
- Compte rendu de l'interrogation du site bodacc.fr.
- Consultation du registre national du gel des avoirs.

Concernant la société ERILIA

- Extrait K bis.
- Certificat de non faillite.
- Compte rendu de l'interrogation du site bodacc.fr.
- Consultation du registre national du gel des avoirs.

Ces documents ne révèlent aucun empêchement à la signature des présentes.

DECISION METROPOLITAINE

Le représentant de la Métropole est spécialement autorisé à réaliser la présente opération aux termes de la décision du Président n°++++ télétransmise à la préfecture du VAR en date du ++++, dont le contenu est ci-dessous énoncé et dont une ampliation est annexée.

Il déclare :

- que la décision a été publiée dans la huitaine sous forme d'affichage d'extraits du compte-rendu de la séance ainsi que sur le site internet de la commune, tel que l'article L 2121-25 du Code général des collectivités territoriales le prévoit,
- que le délai de deux mois prévu par l'article L 2131-6 du Code général des collectivités territoriales s'est écoulé sans qu'il y ait eu notification d'un recours devant le tribunal administratif pour acte contraire à la légalité.

Le représentant de la Métropole affirme qu'il n'a reçu, à ce jour, aucune notification de recours devant le Tribunal Administratif.

Le représentant de la Métropole déclare, en outre, qu'aucun recours gracieux, ni contentieux, n'a été notifié à la Métropole à la date des présentes.

TERMINOLOGIE

Le vocable employé au présent acte est le suivant :

- Le mot "**VENDEUR**" désigne le ou les vendeurs, présents ou représentés. En cas de pluralité de vendeurs, ils contracteront les obligations mises à leur charge aux termes des présentes solidairement entre eux, sans que cette solidarité soit nécessairement rappelée à chaque fois.
- Le mot "**ACQUÉREUR**" désigne la commune.
- Les mots "**LES PARTIES**" désignent ensemble le **VENDEUR** et l'**ACQUÉREUR**.
- Les mots "**BIEN**" ou "**BIENS**" ou "**IMMEUBLE**" désigneront indifféremment les biens de nature immobilière objet des présentes.
- Les mots "**biens mobiliers**" ou "**mobilier**", désigneront indifféremment, s'il en existe, les meubles et objets mobiliers se trouvant dans le ou les biens de nature immobilière et transmis avec ceux-ci.
- Le mot "annexe" désigne tout document annexé. Les annexes forment un tout indissociable avec l'acte.

NATURE ET QUOTITÉ DES DROITS IMMOBILIERS

Le **VENDEUR** vend pour sa totalité en pleine propriété à l'**ACQUEREUR**, qui accepte, le **BIEN** dont la désignation suit.

IDENTIFICATION DES BIENS

Immeuble article un appartenant à la société dénommée COGEDIM PROVENCE :

DÉSIGNATION

A SIX-FOURS-LES-PLAGES (VAR) 83140 Chemin de Julien.

Diverses parcelles à usage de cheminement piétonnier, d'aires de stationnement et de trottoir.

Figurant ainsi au cadastre :

Section	N°	Lieudit	Surface
AD	751	AV MARECHAL JUIN	00 ha 03 a 14 ca
AD	752	AV MARECHAL JUIN	00 ha 00 a 63 ca
AD	755	148 CHE DE JULIEN	00 ha 01 a 04 ca

Total surface : 00 ha 04 a 81 ca

Immeuble article deux appartenant à la société dénommée ERILIA :

DÉSIGNATION

A SIX-FOURS-LES-PLAGES (VAR) 83140 Chemin Julien.

Diverses parcelles à usage d'aires de stationnement et de trottoir.

Figurant ainsi au cadastre :

Section	N°	Lieudit	Surface
AD	756	148 CHEMIN JULIEN	00 ha 02 a 37 ca
AD	757	148 CHEMIN JULIEN	00 ha 02 a 05 ca

Total surface : 00 ha 04 a 42 ca

Un extrait de plan cadastral est annexé.

Division cadastrale - Rappel

1°) Les parcelles cadastrées **section AD numéros 751 et 752** proviennent de la division d'une parcelle de plus grande importance alors cadastrée section AD

numéro 47 lieudit AV MARECHAL JUIN pour une contenance de treize ares cinquante-trois centiares (00ha 13a 53ca).

Cette division résulte d'un document modificatif du parcellaire dressé par le Cabinet VERBRUGGE géomètre expert au BEAUSSET le 18 octobre 2021 sous le numéro 8518 A, publié au service de la publicité foncière de TOULON aux termes de l'acte de vente reçu par Maître BERNARD notaire à TOULON le 17 décembre 2021.

2°) Les parcelles cadastrées **section AD numéro 755, 756 et 757** proviennent de la division d'une parcelle de plus grande importance alors cadastrée section AD numéro 48 lieudit CHE DE JULIEN pour une contenance de cinquante-six ares soixante-quinze centiares (00ha 56a 75ca).

Cette division résulte d'un document modificatif du parcellaire dressé par le Cabinet VERBRUGGE géomètre expert au BEAUSSET le 18 octobre 2021 sous le numéro 8518 A, publié au service de la publicité foncière de TOULON aux termes de l'acte de vente reçu par Maître BERNARD notaire à TOULON le 17 décembre 2021.

ABSENCE DE MEUBLES ET OBJETS MOBILIERS

Les parties déclarent que la vente ne comprend ni meubles ni objets mobiliers.

EFFET RELATIF

En ce qui concerne l'immeuble article un :

Acquisition suivant acte reçu par Maître Emilie NEYRAT notaire à TOULON le 17 décembre 2021, publié au service de la publicité foncière de TOULON 2 le 14 janvier 2022, volume 2022P, numéro 1056.

En ce qui concerne l'immeuble article deux :

Fusion- absorption transfert de propriété suivant acte reçu par Maître Mathieu DURAND notaire à MARSEILLE le 26 juillet 2024, publié au service de la publicité foncière de TOULON le 9 août 2024, volume 2024P, numéro 16460.

Une attestation rectificative a été établie par le notaire le 11 septembre 2024 et publiée au service de la publicité foncière de TOULON, le 13 septembre 2024 volume 2024P numéro 18599.

CHARGES ET CONDITIONS LIEES AU CALCUL DE L'IMPOT

Les charges et conditions ne donnant pas lieu à taxation figurent en partie développée de l'acte.

Les frais de la vente et ceux qui en seront la suite et la conséquence sont à la charge exclusive de l'ACQUEREUR qui s'y oblige.

PROPRIÉTÉ JOUISSANCE

L'ACQUEREUR est propriétaire du BIEN à compter de ce jour.

Il en a la jouissance à compter du même jour par la prise de possession réelle, les parties déclarant que le BIEN est entièrement libre de location ou occupation et emplacements quelconques.

PRIX

La vente est consentie et acceptée moyennant un montant de **UN EURO (1,00 EUR) symbolique** pour tout prix.

Compte tenu du prix de vente fixé à l'euro symbolique, les parties conviennent qu'aucun paiement ne sera effectué par la comptabilité du notaire soussigné.

ESTIMATION VÉNALE

Pour la perception des droits et émoluments, la valeur vénale est fixée à

FORMALITÉ FUSIONNÉE

L'acte sera soumis à la formalité fusionnée, dans le mois de sa date, au service de la publicité foncière de TOULON.

DECLARATIONS FISCALES

IMPÔT SUR LA PLUS-VALUE

En ce qui concerne l'immeuble article un appartenant à la société dénommée **COGEDIM PROVENCE**:

Acquisition suivant acte reçu par Maître Emilie NEYRAT, notaire à TOULON le 17 décembre 2021.

Cet acte a été publié au service de la publicité foncière de TOULON 2, le 14 janvier 2022 volume 2022P, numéro 1056.

Compte tenu de l'activité du **VENDEUR**, la mutation entre dans le champ d'application des plus-values professionnelles. A ce sujet, le représentant de la société déclare sous sa responsabilité :

- que celle-ci a son siège social à l'adresse indiquée en tête des présentes,
- que son régime fiscal est l'impôt sur les sociétés,
- qu'elle dépend pour ses déclarations de résultat du centre des finances publiques de la Direction des Grandes entreprises à Pantin.

Par suite, la plus-value est considérée comme un résultat de l'exercice social en cours.

En ce qui concerne l'immeuble article deux appartenant à la société dénommée **ERILIA** :

L'immeuble est entré dans le patrimoine du **VENDEUR** :

Fusion- absorption transfert de propriété suivant acte reçu par Maître Mathieu DURAND notaire à MARSEILLE le 26 juillet 2024, publié au service de la publicité foncière de TOULON le 9 août 2024, volume 2024P, numéro 16460.

Une attestation rectificative a été établie par le notaire le 11 septembre 2024 et publiée au service de la publicité foncière de TOULON, le 13 septembre 2024 volume 2024P numéro 18599.

Compte tenu de l'activité du **VENDEUR**, la mutation entre dans le champ d'application des plus-values professionnelles. A ce sujet, le représentant de la société déclare sous sa responsabilité :

- que celle-ci a son siège social à l'adresse indiquée en tête des présentes,
- que son régime fiscal est l'impôt sur les sociétés,

qu'elle dépend pour ses déclarations de résultat du centre des finances publiques de PANTIN (93500), 8 rue Courtois, où elle est identifiée sous le numéro 058811670.

Par suite, la plus-value est considérée comme un résultat de l'exercice social en cours.

DISPENSE D'AVIS DE L'AUTORITÉ COMPÉTENTE DE L'ÉTAT

Les présentes n'ont pas à être précédées de l'avis de l'autorité compétente prévu par l'article L 1211-1 du Code général de la propriété des personnes publiques comme étant d'un montant inférieur au seuil fixé par l'autorité compétente de l'Etat dans la mesure où la vente ne s'inscrit pas dans une opération d'ensemble d'un montant égal ou supérieur à ce seuil.

Le seuil actuel est de 180.000 euros, tel que fixé par l'arrêté du 5 décembre 2016 au visa de l'article L 1311-10 du Code général des collectivités territoriales.

IMPÔT SUR LA MUTATION

La vente est exonérée de taxe de publicité foncière en vertu des dispositions de l'article 1042 du Code général des impôts.

DROITS

				<u>Mt à payer</u>
<i>Taxe</i>				
départementale	x 0,00 %	=		0,00
0,00				
<i>Frais d'assiette</i>				
0,00	x 0,00 %	=		0,00
TOTAL				0,00

Commenter [DS1]: Valeur vénale à indiquer

CONTRIBUTION DE SÉCURITÉ IMMOBILIÈRE

Les dispositions du présent acte à publier au fichier immobilier sont exonérées de la contribution de sécurité immobilière en application des dispositions du II de l'article 879 du Code général des impôts.

FIN DE PARTIE NORMALISEE

PARTIE DEVELOPPÉE

EXPOSE

Il est ici relaté par extrait la convention de transfert de foncier établie entre la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE, la société COGEDIM PROVENCE et la société ERILIA, en date du +++ :

« L'Etablissement Public Foncier Provence Alpes Côte d'Azur (EPF PACA) a effectué une « Procédure de Dialogue Compétitif » portant sur le terrain « POURQUIER » situé chemin de Julien à SIX-FOURS-Les-PLAGES (83140) pour y réaliser une opération d'Habitat Mixte.

Les sociétés COGEDIM PROVENCE et LOGIREM devenue ERILIA, vendeurs aux présentes, Lauréats, ont réalisé un ensemble immobilier mixte dénommé "CHEMIN DU FORT", savoir :

- La société COGEDIM PROVENCE : 45 logements sur les parcelles cadastrées Section AD numéros 750, 751, 752, 753 et 755 ;

- La société LOGIREM : 45 logements sur les parcelles cadastrées Section AD numéros 754, 756 et 757.

L'attestation de non-contestation de la conformité desdits travaux a été délivrée par la Mairie de SIX-FOURS-LES-PLAGES le 26 novembre 2024

Les parcelles cadastrées section AD numéros 751,752 et 755 appartenant à la société COGEDIM PROVENCE et les parcelles cadastrées section AD numéros 756 et 757 appartenant à la société ERILIA (suite à la fusion absorption de la société LOGIREM) à usage de trottoir et de stationnement le long du chemin de Julien, sont destinées à être rétrocédées à la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE (TPM) en vue de leur intégration dans le domaine public. »

Il est ici précisé que les réseaux d'assainissement, d'eau potable, de gaz, d'électricité, d'éclairage public et de télécommunications d'ores et déjà existants et les travaux d'aménagement (bateaux) d'ores et déjà réalisés pour permettre les accès aux deux programmes sont remis à la Métropole et aux services concessionnaires concernés.

Envoi du projet d'acte

Un projet du présent acte a été adressé dès avant les présentes aux parties qui le reconnaissent et déclarent en avoir pris connaissance dès avant ce jour.

CONDITIONS ET DÉCLARATIONS GÉNÉRALES

GARANTIE CONTRE LE RISQUE D'ÉVICTION

Le **VENDEUR** garantit l'**ACQUEREUR** contre le risque d'éviction conformément aux dispositions de l'article 1626 du Code civil.

A ce sujet le **VENDEUR** déclare :

- qu'il n'existe à ce jour aucune action ou litige en cours pouvant porter atteinte au droit de propriété,
- que la consistance du **BIEN** n'a pas été modifiée de son fait par une annexion,
- qu'il n'a pas effectué de travaux de remblaiement, et qu'à sa connaissance il n'en a jamais été effectué,
- qu'il n'a conféré à personne d'autre que l'**ACQUEREUR** un droit quelconque sur le **BIEN** pouvant empêcher la vente,
- subroger l'**ACQUEREUR** dans tous ses droits et actions relatifs au **BIEN**.

GARANTIE DE JOUISSANCE

Le **VENDEUR** déclare qu'il n'a pas délivré de congé à un ancien locataire lui permettant d'exercer un droit de préemption.

GARANTIE HYPOTHÉCAIRE

Le **VENDEUR** s'oblige, s'il existe un ou plusieurs créanciers hypothécaires inscrits, à régler l'intégralité des sommes pouvant leur être encore dues, à rapporter à ses frais les certificats de radiation des inscriptions, et à en justifier auprès de l'**ACQUEREUR**.

Un état hypothécaire obtenu à la date du 13 septembre 2024 et prorogé en date du **++++**, dernier arrêté d'enregistrement, ne révèle aucune inscription ni prénotation, à l'exception :

- d'une convention n° 83.D.24.0039 conclue suivant acte administratif en date du 2 avril 2024, entre l'ETAT et la société alors dénommée LOGEMENTS ET GESTION IMMOBILIERE POUR LA REGION MEDITERRANEENNE SA D'HABITATION A LOYER MODERE (LOGIREM) en application des articles L353-1 et L831-1 (2° ou 3°) du code de la construction et de l'habitation, pour l'opération Résidence LE MONA.

Cette convention expire le 30 juin 2084.

Une copie de cette convention a été publiée au service de la publicité foncière de TOULON, en date du 15 mai 2024, volume 2024P numéro 9414

- d'une convention n°83.D.24.0040 conclue suivant acte administratif en date du 2 avril 2024, entre l'ETAT et la société alors dénommée LOGEMENTS ET GESTION IMMOBILIERE POUR LA REGION MEDITERRANEENNE SA D'HABITATION A LOYER MODERE (LOGIREM) en application des articles L353-1 et L831-1 (2° ou 3°) du code de la construction et de l'habitation, pour l'opération Résidence LE MONA.

Cette convention expire le 30 juin 2084.

Une copie de cette convention a été publiée au service de la publicité foncière de TOULON, en date du 15 mai 2024, volume 2024P numéro 9415.

Le **VENDEUR** déclare que la situation hypothécaire est identique à la date de ce jour et n'est susceptible d'aucun changement.

SERVITUDES

L'**ACQUEREUR** profite ou supporte les servitudes ou les droits de jouissance spéciale, s'il en existe.

À la connaissance du **VENDEUR**, outre les servitudes pouvant résulter le cas échéant de l'acte, de la situation naturelle des lieux et environnementale du **BIEN**, de la loi et de l'urbanisme, il n'en existe pas d'autres que celles relatées ci-après :

1°) Servitude constituée aux termes d'un acte reçu par Maître BOYANCE notaire à SIX-FOURS-LES-PLAGES (83140) le 17 juin 1965 dont une copie authentique a été publiée au service de la publicité foncière de TOULON le 22 juillet 1965 volume 3891 numéro 24 dont les termes sont ci-après littéralement retranscrit par extrait :

« CECI exposé il est passé à l'acte de constitution de servitude objet des présentes : Messieurs ROUSSEL, CALVO, PASCAL et Madame RICHEMENT épouse de Monsieur GRONIER tous susnommés représentants la Société Civile Immobilière Beauséjour cédent par ces présentes à la Société Civile Immobilière De Pourquoi, ce qui est accepté par Monsieur DEBRUXELLES es-qualité le droit de passage pour une canalisation de tout à l'égout à travers le terrain appartenant à la Société Civile

Immobilière Beauséjour sis à SIX FOURS LA PLAGE Quartier Julien, cadastré au cadastre rénové de ladite commune Section AD N° 46 pour une superficie de trois mille cinq cent dix mètres carrés au profit du terrain appartenant à la Société Civile Immobilière De Pourquier sis à SIX FOURS LA PLAGE Quartier Julien, cadastré au cadastre rénové de ladite commune Section AD N° 48 pour une superficie de cinq mille six cent soixante-quinze mètres carrés.

Cette servitude s'exercera sur la limite SUD à travers le terrain appartenant à la Société Civile Immobilière Beauséjour, depuis le terrain appartenant à la Société Civile Immobilière De Pourquier jusqu'à la route nationale N° 559 dite Route de la SEYNE. Cette servitude sera souterraine et perpétuelle.

En conséquence cette servitude de passage de canalisation de tout à l'égout sise à SIX FOURS LA PLAGE, Quartier Julien grèvera l'immeuble sis à SIX FOURS LA PLAGE, Quartier Julien, cadastré au cadastre rénové de ladite commune Section AD n° 46 pour une superficie de trois mille cinq cent dix mètres carrés appartenant à la Société Civile Immobilière « BEAUSEJOUR » comme indiqué en - I - de l'exposé qui précède.

Et profitera à l'immeuble sis à SIX FOURS LA PLAGE, Quartier Julien, cadastré au cadastre rénové de ladite commune Section AD N° 48 pour une superficie de cinq mille six cent soixante-quinze mètres carrés, appartenant à la Société Civile Immobilière « DE POURQUIER » comme indiqué en - II - de l'exposé qui précède.

CHARGES ET CONDITIONS

La présente constitution de servitude est faite et acceptée sous les charges et conditions suivantes que les constituants s'obligent à exécuter et accomplir, savoir :

1° - Les frais de pose de la canalisation sont la charge de la Société civile Immobilière « DE POURQUIER ».

2° - L'entretien de la canalisation et son bon fonctionnement seront à la charge de la Société Civile Immobilière « DE POURQUIER » et de la Société Civile Immobilière « BEAUSEJOUR » à raison de moitié chacun mais seulement en ce qui concerne la partie de canalisation commune. Etant précisé que chacune des sociétés répondra seule des frais de réparation et d'entretien afférents à la partie de la canalisation propre à ses bâtiments.

Observation étant ici faite que les représentants de la Société Civile Immobilière « DE POURQUIER » auront un droit de passage discontinu sur la propriété de la Société Civile Immobilière « BEAUSEJOUR » pour l'entretien et les réparations de ladite canalisation.

Ce droit de passage discontinu s'exercera sur la parcelle sise à SIX FOURS LA PLAGE, Quartier Julien, cadastrée section AD n° 46 pour trois mille cinq cent dix mètres carrés.

3° - La Société Civile Immobilière « DE POURQUIER » devra en outre clôturer à ses frais, dans le délai de VINGT QUATRE mois de ce jour, la limite séparative des deux propriétés dont s'agit par un mur bahut de Cinquante centimètres de haut sur potelets de un mètre cinquante centimètres de haut.

CONDITIONS PARTICULIERES

La Société Civile Immobilière « BEAUSEJOUR » aura tant pour elle-même que pour tous futurs acquéreurs ou cessionnaires le droit de se brancher à ses frais sur la canalisation de tout à l'égout qui sera posée par la Société Civile Immobilière « DE POURQUIER » sur le terrain lui appartenant.

Mais cela dans la limite du volume d'écoulement permis par le diamètre de la canalisation installée et en demeurera responsable ainsi que ses successeurs de tout engorgement qui se produirait de ce fait et les réparations et transformations qui deviendraient alors nécessaires par suite du dépassement de la capacité d'écoulement de la canalisation. »

Une copie de l'acte constitutif de servitudes demeure ci-annexée.

2°) Servitude constituée aux termes d'un acte reçu par Maître BERNARD notaire à TOULON le 17 décembre 2021 dont une copie authentique a été publiée au service de la publicité foncière de TOULON, le 24 décembre 2021, volume 2021P, numéro 30163, dont les termes sont ci-après littéralement retranscrit par extrait :

« CONSTITUTION DE SERVITUDES »

I – SERVITUDE GREVANT LES PARCELLES CADASTREES SECTION AD NUMEROS 750 ET 753 AU PROFIT DE LA PARCELLE CADASTREE SECTION AD NUMERO 754

NATURE DE LA SERVITUDE

Servitude de passage de canalisations d'eau pluviale et d'eaux usées souterraines

A titre de servitude réelle et perpétuelle, le propriétaire du fonds servant constitue au profit du fonds dominant, ce qui est accepté par son propriétaire, un droit de passage en tréfonds des canalisations souterraines d'eau pluviale ainsi que des eaux usées.

DÉSIGNATIONS DES BIENS

Fonds dominant

Propriétaire :

La société LOGEMENT ET GESTION IMMOBILIERE POUR LA REGION MEDITERRANEENNE SA D'HABITATIONS A LOYER MODERE

Désignation :

A SIX-FOURS-LES-PLAGES (VAR) 83140, Chemin de Julien.

Une parcelle de terrain nu à bâtir.

Figurant ainsi au cadastre :

Section	N°	Lieudit	Surface
AD	754	chemin de Julien	00 ha 28 a 10 ca

Effet relatif

Acquisition objet des présentes et qui sera publiée en même temps que les présentes auprès du service de la publicité foncière compétent.

Fonds servant

Propriétaire :

Le fonds servant appartient à l'ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER PROVENCE ALPES COTE D'AZUR en pleine propriété.

Désignation :

A SIX-FOURS-LES-PLAGES (VAR) 83140, Chemin de Julien.

Une parcelle de terrain nu.

Figurant ainsi au cadastre :

Section	N°	Lieudit	Surface
AD	750	chemin de Julien	00 ha 09 a 80 ca
AD	753	chemin de Julien	00 ha 22 a 49 ca

Effet relatif

Acquisition suivant acte reçu par Maître Philippe BERNARD notaire à TOULON le 5 février 2013, publié au service de la publicité foncière de TOULON le 26 février 2013, volume 2013P, numéro 1705.

INDEMNITE

Cette constitution de servitude est consentie sans aucune indemnité distincte du prix.

MODALITÉS D'EXERCICE DE LA SERVITUDE

Ce droit de passage s'exercera et ce exclusivement sur une bande de terrain dont l'emprise, d'une superficie de 114 mètres carrés est figurée sous quadrillage rose au plan dressé par le Cabinet VERBRUGGE géomètre expert à LE BEAUSSET (83330), route départementale N8, le 5 octobre 2021 mis à jour le 18 octobre 2021, annexé et approuvé par les parties (**ANNEXE 5**). Ces canalisations partiront de l'angle Sud-Est de la parcelle formant le fonds servant pour aboutir à l'angle Sud-Ouest dudit fonds en limite de la parcelle formant le fonds dominant.

Il est ici fait observer que la parcelle cadastrée section AD numéro 751 est destinée à être rétrocédée à la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE ou à la Commune de SIX FOURS LES PLAGES dans le cadre de l'alignement destiné à la création d'un cheminement piétonnier du quartier Julien à l'avenue Maréchal Juin.

Si les réseaux concernés sont communs, les frais d'installation et d'entretien seront divisés par moitié. A l'inverse si le réseau ne profite qu'au fonds dominant, les frais d'installation et d'entretien ne seront qu'à la charge de ce dernier.

Etant ici précisé que les propriétaires des fonds servant et dominant ont convenu que la réalisation des travaux de création des canalisations seront réalisés par le propriétaire du fonds servant à charge pour le propriétaire du fonds dominant de rembourser les frais engagés par le propriétaire du fonds servant.

Le propriétaire du fonds dominant fera entretenir cette servitude à ses frais exclusifs.

Il s'oblige à faire remettre à ses frais le fonds servant dans l'état où il a été trouvé avant tous travaux ultérieurs de réparations ou entretien, de manière à n'apporter à son propriétaire que le minimum de nuisances.

En cas de détérioration apportée à ces canalisations du fait du propriétaire du fonds servant, ce dernier devra en faire effectuer à ses seuls frais la réparation sans délai.

Etant précisé que toutes les interventions techniques et entretien sur cette servitude ne pourront être effectués que par les services compétents autorisés en la matière et non par le propriétaire du fonds dominant lui-même. A ce droit de passage en tréfonds s'accompagne également la mise en place des compteurs en surface ou enterrés.

PUBLICITÉ FONCIÈRE

Cette convention sera publiée au service de la publicité foncière compétent **aux fins** d'information (Décret n°55-22 du 4 janvier 1955 article 37 1 2°).

CONTRIBUTION DE SÉCURITÉ IMMOBILIÈRE

Pour la perception de la contribution de sécurité immobilière, la présente constitution de servitude est évaluée à cent cinquante euros (150,00 eur).

La contribution de sécurité immobilière sera perçue au taux de 0,10 % avec un minimum de perception de 15 euros (articles 881 K et 881 M b du Code général des impôts).

II – SERVITUDES GREVANT LA PARCELLE CADASTREE SECTION AD NUMERO 756 AU PROFIT DES PARCELLES CADASTREES SECTION AD NUMEROS 750, 753 ET 754

NATURE DE LA SERVITUDE

A - SERVITUDE DE PASSAGE POUR TOUS RÉSEAUX SOUTERRAINS

A titre de servitude réelle et perpétuelle, le propriétaire du fonds servant constitue au profit du fonds dominant, ce qui est accepté par son propriétaire, un droit de passage perpétuel en tréfonds de toutes canalisations tant d'alimentation en eau que d'évacuation des eaux usées, et de toutes lignes souterraines.

B - SERVITUDE D'IMPLANTATION D'UN TRANSFORMATEUR ÉLECTRIQUE

A titre de servitude réelle et perpétuelle, le propriétaire du fonds servant constitue au profit du fonds dominant, ce qui est accepté par son propriétaire, un droit d'implantation d'un transformateur électrique à créer.

DÉSIGNATIONS DES BIENS**Fonds dominant****Propriétaire :**

1°) L'ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER PROVENCE ALPES COTE D'AZUR, plein propriétaire des parcelles cadastrées section AD numéros 750 et 753.

2°) La société LOGEMENT ET GESTION IMMOBILIERE POUR LA REGION MEDITERRANEENNE SA D'HABITATIONS A LOYER MODERE, pleine propriétaire de la parcelle cadastrée section AD numéro 754.

Désignation :

1°) Biens appartenant à l'ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER PROVENCE ALPES COTE D'AZUR :

A SIX-FOURS-LES-PLAGES (VAR) 83140, Chemin de Julien.

Une parcelle de terrain nu à bâtir.

Figurant ainsi au cadastre :

Section	N°	Lieudit	Surface
AD	750	chemin de Julien	00 ha 09 a 80 ca
AD	753	chemin de Julien	00 ha 22 a 49 ca

Effet relatif

Acquisition suivant acte reçu par Maître Philippe BERNARD notaire à TOULON le 5 février 2013, publié au service de la publicité foncière de TOULON 1 le 26 février 2013, volume 2013P, numéro 1705.

2°) Biens appartenant à la société LOGEMENT ET GESTION IMMOBILIERE POUR LA REGION MEDITERRANEENNE SA D'HABITATIONS A LOYER MODERE :

A SIX-FOURS-LES-PLAGES (VAR) 83140, Chemin de Julien.

Une parcelle de terrain nu à bâtir.

Figurant ainsi au cadastre :

Section	N°	Lieudit	Surface
AD	754	chemin de Julien	00 ha 28 a 10 ca

Effet relatif

Acquisition objet des présentes et qui sera publiée en même temps que les présentes auprès du service de la publicité foncière compétent.

Fonds servant**Propriétaire :**

Le fonds servant appartient à la société LOGEMENT ET GESTION IMMOBILIERE POUR LA REGION MEDITERRANEENNE SA D'HABITATIONS A LOYER MODERE, en pleine propriété.

Désignation :

A SIX-FOURS-LES-PLAGES (VAR) 83140, Chemin de Julien.

Une parcelle de terrain nu.

Figurant ainsi au cadastre :

Section	N°	Lieudit	Surface
AD	756	chemin de Julien	00 ha 02 a 37 ca

Effet relatif

Acquisition objet des présentes et qui sera publiée en même temps que les présentes auprès du service de la publicité foncière compétent.

MODALITES D'EXERCICE DE LA SERVITUDE**A - Passage de tous réseaux**

Ce droit de passage s'exercera sur la totalité de la parcelle cadastrée section AD numéro 756 soit 237 mètres carrés, formant le fonds servant, telle qu'elle est figurée sous teinte violette au plan susvisé et annexé (**ANNEXE 5**).

Si les réseaux concernés sont communs, les frais d'installation et d'entretien seront divisés par moitié. A l'inverse si le réseau ne profite qu'au fonds dominant, les frais d'installation et d'entretien ne seront qu'à la charge de ce dernier.

Etant ici précisé que les propriétaires des fonds servant et dominant ont convenu que la réalisation des travaux de création des canalisations seront réalisés par le propriétaire du fonds servant à charge pour le propriétaire du fonds dominant de rembourser les frais engagés par le propriétaire du fonds servant.

Le propriétaire du fonds dominant s'oblige à faire remettre à ses frais le fonds servant dans l'état où il a été trouvé avant tous travaux ultérieurs de réparations ou entretien, de manière à n'apporter à son propriétaire que le minimum de nuisances.

En cas de détérioration apportée à cette canalisation ou à ces gaines du fait du propriétaire du fonds servant, ce dernier devra en faire effectuer à ses seuls frais la réparation sans délai.

Etant précisé que toutes les interventions techniques et entretien sur cette servitude ne pourront être effectués que par les services compétents autorisés en la matière et non par le propriétaire du fonds dominant lui-même. A ce droit de passage en tréfonds s'accompagne également la mise en place des compteurs en surface ou enterrés.

B - Implantation d'un transformateur électrique

Ce droit de passage s'exercera sur l'emprise figurée sous quadrillage bleu au plan susvisé et annexé (**ANNEXE 5**).

Etant ici précisé que l'assiette dudit transformateur est indicative.

Ce transformateur électrique sera implanté aux frais communs des propriétaires des fonds dominants et servant aux normes actuellement en vigueur et par les services compétents dans la proportion de moitié pour chacun d'eux tant en ce qui concerne le local destiné à abriter ce transformateur que les installations qui seront facturées par ENEDIS.

Les propriétaires des fonds dominants et servant feront entretenir ce local et acquitteront les frais d'entretien du transformateur électrique qui pourraient être facturés par ENEDIS à frais partagés dans la proportion de moitié pour chacun.

Ils s'obligent à faire remettre à leurs frais le fonds servant dans l'état où il a été trouvé tant avant les travaux d'installation qu'avant tous travaux ultérieurs de réparations ou entretien, de manière à n'apporter à son propriétaire que le minimum de nuisances.

En cas de détérioration apportée à ce transformateur électrique du propriétaire du fonds servant, ce dernier devra en faire effectuer à ses seuls frais la réparation sans délai.

Etant précisé que toutes les interventions techniques et entretien sur cette servitude ne pourront être effectués que par les services compétents autorisés en la matière et non par le propriétaire du fonds dominant lui-même.

PUBLICITÉ FONCIÈRE

Cette convention sera publiée au service de la publicité foncière compétent aux fins d'information (Décret n°55-22 du 4 janvier 1955 article 37 1 2°).

CONTRIBUTION DE SÉCURITÉ IMMOBILIÈRE

Pour la perception de la contribution de sécurité immobilière, la présente constitution de servitude est évaluée à cent cinquante euros (150,00 eur).

La contribution de sécurité immobilière sera perçue au taux de 0,10 % avec un minimum de perception de 15 euros (articles 881 K et 881 M b du Code général des impôts).

PRÉCISION

Il est ici précisé que la parcelle cadastrée section AD numéro 756 formant le fonds servant, et la parcelle cadastrée section AD numéro 754 formant partie du fonds dominant appartiennent actuellement au même propriétaire et qu'en conséquence lesdites servitudes ci-dessus visées devront être réitérées lorsque lesdites parcelles s'appartiendront à des propriétaires distincts, la parcelle cadastrée section AD numéro 756 étant destinée à être rétrocédée à la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE dans le cadre de l'alignement du chemin de Julien et la création d'aires de stationnement.

Il est également rappelé qu'en vertu de l'article L 2122-4 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques des servitudes établies par conventions passées entre les propriétaires conformément à l'article 639 du Code civil, peuvent grever des biens des personnes publiques mentionnées à l'article L. 1 dudit Code qui relèvent du domaine public, dans la mesure où leur existence est compatible avec l'affectation de ceux de ces biens sur lesquels ces servitudes s'exercent.

III – SERVITUDE GREVANT LES PARCELLES CADASTREES SECTION AD NUMERO 751, 752, 755 ET 757 AU PROFIT DES PARCELLES CADASTREES SECTION AD NUMEROS 750, 753, 754 ET 756

NATURE DE LA SERVITUDE

Servitude de passage en surface et de tous réseaux souterrains

A titre de servitude réelle et perpétuelle, le propriétaire du fonds servant constitue au profit du fonds dominant, ce qui est accepté par son propriétaire, un droit de passage perpétuel en tout temps et heures et avec tous véhicules, ainsi qu'un droit de passage perpétuel en tréfonds de toutes canalisations tant d'alimentation en eau que d'évacuation des eaux usées, et de toutes lignes souterraines pour tous services.

DÉSIGNATIONS DES BIENS

Fonds dominant

Propriétaire :

1°) L'ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER PROVENCE ALPES COTE D'AZUR, plein propriétaire des parcelles cadastrées section AD numéros 750 et 753.

2°) La société LOGEMENT ET GESTION IMMOBILIERE POUR LA REGION MEDITERRANEENNE SA D'HABITATIONS A LOYER MODERE, pleine propriétaire des parcelles cadastrées section AD numéros 754 et 756,

Désignation :

1°) Biens appartenant à l'ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER PROVENCE ALPES COTE D'AZUR :

A SIX-FOURS-LES-PLAGES (VAR) 83140, Chemin de Julien.

Une parcelle de terrain nu à bâtir.

Figurant ainsi au cadastre :

Section	N°	Lieudit	Surface
AD	750	chemin de Julien	00 ha 09 a 80 ca
AD	753	chemin de Julien	00 ha 22 a 49 ca

Effet relatif

Acquisition suivant acte reçu par Maître Philippe BERNARD notaire à TOULON le 5 février 2013, publié au service de la publicité foncière de TOULON 1 le 26 février 2013, volume 2013P, numéro 1705.

2°) Biens appartenant à la société LOGEMENT ET GESTION IMMOBILIERE POUR LA REGION MEDITERRANEENNE SA D'HABITATIONS A LOYER MODERE :

A SIX-FOURS-LES-PLAGES (VAR) 83140, Chemin de Julien.

Une parcelle de terrain nu à bâtir.

Figurant ainsi au cadastre :

Section	N°	Lieudit	Surface
AD	754	chemin de Julien	00 ha 28 a 10 ca
AD	756	chemin de Julien	00 ha 02 a 37 ca

Effet relatif

Acquisition objet des présentes et qui sera publiée en même temps que les présentes auprès du service de la publicité foncière compétent.

Fonds servant**Propriétaire :**

1°) L'ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER PROVENCE ALPES COTE D'AZUR, plein propriétaire des parcelles cadastrées section AD numéros 751, 752 et 755.

2°) La société LOGEMENT ET GESTION IMMOBILIERE POUR LA REGION MEDITERRANEENNE SA D'HABITATIONS A LOYER MODERE, pleine propriétaire des parcelles cadastrées section AD numéros 753 et 757,

Désignation :

1°) Biens appartenant à l'ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER PROVENCE ALPES COTE D'AZUR :

A SIX-FOURS-LES-PLAGES (VAR) 83140, Chemin de Julien.

Plusieurs parcelles de terrain nu,

Figurant ainsi au cadastre :

Section	N°	Lieudit	Surface
AD	751	CHEMIN JULIEN	00 ha 03 a 14 ca
AD	752	CHEMIN JULIEN	00 ha 00 a 63 ca
AD	755	CHEMIN JULIEN	00 ha 01 a 04 ca

Effet relatif

Acquisition suivant acte reçu par Maître Philippe BERNARD notaire à TOULON le 5 février 2013, publié au service de la publicité foncière de TOULON 1 le 26 février 2013, volume 2013P, numéro 1705.

2°) Biens appartenant à la société LOGEMENT ET GESTION IMMOBILIERE POUR LA REGION MEDITERRANEENNE SA D'HABITATIONS A LOYER MODERE :

A SIX-FOURS-LES-PLAGES (VAR) 83140, Chemin de Julien.

Une parcelle de terrain nu,

Figurant ainsi au cadastre :

Section	N°	Lieudit	Surface
AD	757	chemin de Julien	00 ha 02 a 05 ca

Effet relatif

Acquisition objet des présentes et qui sera publiée en même temps que les présentes auprès du service de la publicité foncière compétent.

MODALITÉS D'EXERCICE DE LA SERVITUDE

Ce droit de passage profitera aux propriétaires actuels et successifs du fonds dominant, à leur famille, ayants droit et préposés, pour leurs besoins personnels et le cas échéant pour le besoin de leurs activités.

Ce droit de passage s'exercera sur l'emprise formée :

- par la totalité des parcelles cadastrées section AD numéros 751, 752 et 755 telles qu'elles sont figurées respectivement sous teinte jaune et orange au plan susvisé et annexé (**ANNEXE 5**), appartenant à l'ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER PROVENCE ALPES COTE D'AZUR,
- et la totalité des parcelles cadastrées section AD numéros 756 et 757 figurées respectivement sous teinte violette et jaune au plan susvisé et annexé (**ANNEXE 5**), appartenant à la société LOGEMENT ET GESTION IMMOBILIERE POUR LA REGION MEDITERRANEENNE SA D'HABITATIONS A LOYER MODERE.

Ce passage est en nature de terrain nu.

Il devra être libre à toute heure du jour et de la nuit, ne devra jamais être encombré et aucun véhicule ne devra y stationner.

Il ne pourra être ni obstrué ni fermé par un portail d'accès, sauf dans ce dernier cas accord entre les parties.

Les frais de réalisation de ce passage seront à la charge de la société LOGIREM pour les parcelles 756 et 757 et de la société COGEDIM pour les parcelles 751, 752 et 755.

Les propriétaires des fonds dominants entretiendront à frais communs, au prorata du nombre de logements desservis le passage de manière qu'il soit normalement carrossable en tout temps par un véhicule particulier. Le défaut ou le manque d'entretien les rendra responsables de tous dommages intervenus sur les véhicules et les personnes et matières transportées, dans la mesure où ces véhicules sont d'un gabarit approprié pour emprunter un tel passage.

L'utilisation de ce passage ne devra cependant pas apporter de nuisances au propriétaire du fonds servant par dégradation de son propre fonds ou par une circulation inappropriée à l'assiette de ce passage.

Concernant le passage des canalisations et gaines, chaque propriétaire des fonds dominants fera exécuter les travaux nécessaires à ses frais exclusifs par les services compétents selon les règles de l'art, et remettra le fonds servant dans son état primitif dès leur achèvement, aucune canalisation ni gaines n'étant communes aux propriétaires des fonds dominants.

De même chacun assurera l'entretien de ses canalisations et gaines par les seuls services compétents à leurs frais exclusifs ainsi que leur remise en état si nécessaire.

L'utilisation de ce passage en tréfonds et les travaux tant d'installation que d'entretien ne devront pas apporter de nuisances ni de moins-values au fonds servant. A ce droit de passage en tréfonds s'accompagne également la mise en place des compteurs en surface ou enterrés.

PUBLICITÉ FONCIÈRE

Cette convention sera publiée au service de la publicité foncière compétent aux fins d'information (Décret n°55-22 du 4 janvier 1955 article 37 1 2°).

CONTRIBUTION DE SÉCURITÉ IMMOBILIÈRE

Pour la perception de la contribution de sécurité immobilière, la présente constitution de servitude est évaluée à cent cinquante euros (150,00 eur).

La contribution de sécurité immobilière sera perçue au taux de 0,10 % avec un minimum de perception de 15 euros (articles 881 K et 881 M b du Code général des impôts).

PRÉCISIONS

Il est ici précisé :

- que les parcelles cadastrées section AD numéros 751, 752 et 755 formant partie du fonds servant, et les parcelles cadastrées section AD numéros 750 et 753 formant partie du fonds dominant appartiennent actuellement au même propriétaire, l'ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER PROVENCE ALPES COTE D'AZUR,

- que les parcelles cadastrées section AD numéros 756 et 757 formant partie du fonds servant, et la parcelle cadastrée section AD numéro 754 formant partie du fonds dominant appartiennent actuellement au même propriétaire, la société LOGEMENT ET GESTION IMMOBILIERE POUR LA REGION MEDITERRANEENNE SA D'HABITATIONS A LOYER MODERE.

En conséquence elle devra être réitérée lorsque les parcelles appartiendront à des propriétaires distincts,

* la parcelle cadastrée section AD numéro 751 étant destinée à être rétrocédée à la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE ou à la Commune de SIX FOURS LES PLAGES dans le cadre de l'alignement destiné à la création d'un chemin piétonnier du quartier Julien à l'avenue Maréchal Juin.

* les parcelles cadastrées section AD numéros 752, 755, 756 et 757 étant destinées à être rétrocédées à la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE dans le cadre de l'alignement du chemin de Julien et la création d'aires de stationnement.

Il est également rappelé qu'en vertu de l'article L 2122-4 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques des servitudes établies par conventions passées entre les propriétaires conformément à l'article 639 du Code civil, peuvent grever des biens des personnes publiques mentionnées à l'article L.1 dudit Code qui relèvent du domaine public, dans la mesure où leur existence est compatible avec l'affectation de ceux de ces biens sur lesquels ces servitudes s'exercent ».

Une copie de l'acte constitutif de servitudes et du plan demeure annexée au dépôt de pièces susvisé.

ETAT DU BIEN

L'ACQUEREUR prend le BIEN dans l'état où il se trouve au jour de l'entrée en jouissance, sans recours contre le VENDEUR pour quelque cause que ce soit notamment en raison :

- des vices apparents,

- des vices cachés.

S'agissant des vices cachés, il est précisé que cette exonération de garantie ne s'applique pas :

- si le **VENDEUR** a la qualité de professionnel de l'immobilier ou de la construction, sauf si l'**ACQUEREUR** a également cette qualité,
- ou s'il est prouvé par l'**ACQUEREUR**, dans le délai légal, que les vices cachés étaient en réalité connus du **VENDEUR**.

Toutefois, le **VENDEUR** est avisé que, s'agissant des travaux qu'il a pu exécuter par lui-même, la jurisprudence tend à écarter toute efficacité de la clause d'exonération de garantie des vices cachés.

En cas de présence de déchets, le propriétaire du **BIEN** devra supporter le coût de leur élimination, qu'ils soient les siens ou ceux de producteurs ou de détenteurs maintenant inconnus ou disparus.

Le propriétaire simple détenteur de déchet ne peut s'exonérer de cette obligation que s'il prouve qu'il est étranger à l'abandon des déchets et qu'il n'a pas permis ou facilité cet abandon par un tiers par complaisance ou négligence.

Le Code de l'environnement, en son article L 541-1-1, définit le déchet comme toute substance ou tout objet, ou plus généralement tout bien meuble, dont le détenteur se défait ou dont il a l'intention ou l'obligation de se défaire.

CONTENANCE

Le **VENDEUR** ne confère aucune garantie de contenance du terrain.

IMPÔTS ET TAXES

Le **VENDEUR** déclare être à jour des mises en recouvrement des impôts locaux.

L'**ACQUEREUR** est redevable à compter de ce jour des impôts et contributions.

La taxe d'habitation, si elle est exigible, est due pour l'année entière par l'occupant au premier jour du mois de janvier.

La taxe foncière, ainsi que la taxe d'enlèvement des ordures ménagères si elle est due, sont réparties entre le **VENDEUR** et l'**ACQUEREUR** prorata temporis en fonction du temps pendant lequel chacun aura été propriétaire au cours de cette année.

L'**ACQUEREUR** règlera à première demande au **VENDEUR**, directement et en dehors de la comptabilité de l'Office notarial, le prorata de taxe foncière et, le cas échéant, de taxe d'enlèvement des ordures ménagères, déterminé par convention entre les parties sur la base de l'avis d'imposition de l'année en cours.

ASSURANCE

L'**ACQUEREUR**, tout en étant informé de l'obligation immédiate de souscription, ne continuera pas les polices d'assurance actuelles garantissant le **BIEN** et confère à cet effet mandat au **VENDEUR**, qui accepte, de résilier les contrats lorsqu'il avertira son assureur de la réalisation des présentes.

CONTRAT D'AFFICHAGE

Le **VENDEUR** déclare qu'il n'a pas été conclu de contrat d'affichage.

DISPOSITIONS RELATIVES A L'URBANISME

URBANISME

Enonciation des documents obtenus

Certificat d'urbanisme d'information

Un certificat d'urbanisme d'information concernant les parcelles cadastrées section AD numéros 751, 752 et 755, dont une copie est annexée a été délivré sous le numéro CU 083 129 24 00399, le 21 mai 2024.

Lequel indique que lesdites parcelles sont « *concernées par une servitude d'alignement Chemin de Julien avec création d'aires de stationnement et aménagement du chemin de Julien Est et d'un cheminement piétonnier, du quartier Julien à l'Avenue Maréchal Juin, suite au Permis de construire PC 083 129 19 00079 délivré en date du 18/11/2019, modifié les 25/01/2021 et 26/10/2023* ».

Un certificat d'urbanisme d'information concernant les parcelles cadastrées section AD numéros 756 et 757, dont une copie est annexée a été délivré sous le numéro +++++, le +++.

Le contenu de ces certificats dont le détail a été intégralement porté à la connaissance des parties, ce qu'elles reconnaissent, est le suivant :

- Les dispositions d'urbanisme applicables.
- Les servitudes d'utilité publique.
- Le droit de préemption.
- Le régime des taxes et participations d'urbanisme applicables au terrain.
- Les avis ou accords nécessaires.
- Les observations.

Les parties :

- S'obligent à faire leur affaire personnelle de l'exécution des charges et prescriptions et du respect des servitudes publiques et autres limitations administratives au droit de propriété qui sont mentionnées en ce document au caractère purement informatif et dont elles déclarent avoir pris connaissance.
- Reconnassent que le notaire soussigné leur a fourni tous éclaircissements complémentaires sur la portée, l'étendue et les effets de ces charges et prescriptions.
- Déclarent qu'elles n'ont jamais fait de l'obtention d'un certificat d'urbanisme pré-opérationnel et de la possibilité d'exécuter des travaux nécessitant l'obtention préalable d'un permis de construire une condition des présentes.

DISPOSITIONS RELATIVES A LA PRÉEMPTION

DROIT DE PRÉEMPTION URBAIN

L'immeuble est situé dans le champ d'application territorial du droit de préemption urbain, la déclaration d'intention d'aliéner prescrite par l'article L 213-2 du Code de l'urbanisme a été notifiée à la mairie de la commune du lieu de situation de l'immeuble le 23 janvier 2025.

Une copie de cette déclaration d'intention d'aliéner en date du 23 janvier 2025, ainsi que l'avis de réception portant la date du 23 janvier 2025 sont demeurés joints et annexés aux présentes.

Plus de deux mois s'étant écoulés depuis l'avis de réception de la déclaration d'intention d'aliéner sans que le bénéficiaire du droit de préemption ait fait connaître sa décision, son silence vaut renonciation à l'exercice du droit de préemption en application de l'article R213-7 du Code de l'urbanisme.

DIAGNOSTICS

DIAGNOSTICS ENVIRONNEMENTAUX

Etat des risques

Un état des risques en date du [] est annexé.

Absence de sinistres avec indemnisation

Le **VENDEUR** déclare qu'à sa connaissance l'immeuble n'a pas subi de sinistres ayant donné lieu au versement d'une indemnité en application de l'article L 125-2 ou de l'article L 128-2 du Code des assurances.

SITUATION ENVIRONNEMENTALE

CONSULTATION DE BASES DE DONNÉES ENVIRONNEMENTALES

Les bases de données suivantes ont été consultées :

- La base de données relative aux anciens sites industriels et activités de service (BASIAS).
- La base de données relative aux sites et sols pollués ou potentiellement pollués appelant une action des pouvoirs publics, à titre préventif ou curatif (BASOL).
- La base de données relative aux risques naturels et technologiques (Géorisques).
- La base de données des installations classées soumises à autorisation ou à enregistrement du ministère de l'Environnement, de l'énergie et de la mer.

Une copie de ces consultations est annexée.

OBLIGATION LÉGALE DE DÉBROUSSAILLEMENT

L'article L 134-6 du Code forestier impose une obligation de débroussaillage à la charge du propriétaire ou de l'occupant, pour les terrains situés à moins de 200 mètres des bois et forêts, dans chacune des situations suivantes :

1° Aux abords des constructions, chantiers et installations de toute nature, sur une profondeur de 50 mètres (le maire peut porter cette obligation à 100 mètres) ;

2° Aux abords des voies privées donnant accès à ces constructions, chantiers et installations de toute nature, sur une profondeur fixée par le préfet dans une limite maximale de 10 mètres de part et d'autre de la voie ;

3° Sur les terrains situés dans les zones urbaines délimitées par un plan local d'urbanisme rendu public ou approuvé, ou un document d'urbanisme en tenant lieu ;

4° Dans les zones urbaines des communes non dotées d'un plan local d'urbanisme ou d'un document d'urbanisme en tenant lieu (le représentant de l'Etat dans le département peut, après avis du conseil municipal et de la commission départementale compétente en matière de sécurité et après information du public, porter l'obligation énoncée au 1° au-delà de 50 mètres, sans toutefois excéder 200 mètres) ;

5° Sur les terrains servant d'assiette à une zone d'aménagement concertée ou un lotissement ;

6° Sur les terrains mentionnés supportant des lieux de résidences démontables ;

7° Sur les terrains mentionnés supportant la création de campings et parcs résidentiels destinés à l'accueil d'habitations légères de loisirs nécessitant un permis d'aménager ainsi que la réalisation de travaux et la mise en place de dispositifs mentionnés à l'article L443-2 du Code de l'urbanisme dans les zones soumises à un risque naturel ou technologique prévisible, sur une profondeur de 50 mètres (le maire peut porter cette obligation à 100 mètres) ;

8° Aux abords des installations dans lesquelles des substances, préparations ou mélanges dangereux sont présents dans des quantités telles qu'ils peuvent être à l'origine d'accidents majeurs et dont la liste est fixée par décret en Conseil d'Etat, sur une profondeur de 100 mètres à compter des limites de propriété de l'établissement (le représentant de l'Etat dans le département peut augmenter cette profondeur, sans toutefois excéder 200 mètres).

La mutation d'un terrain, d'une construction, d'un chantier ou d'une installation concerné par une obligation de débroussaillage est conditionnée au respect de cette obligation sur ce terrain ou aux abords de cette construction, de ce chantier ou de cette installation, dans la limite de la propriété sur laquelle cette construction, ce chantier ou cette installation est installé.

Les périmètres des terrains soumis aux obligations de débroussaillage sont indiqués sur les documents annexés au plan local d'urbanisme, ou au document d'urbanisme en tenant lieu, ou à la carte communale.

Ce dispositif est renforcé pour les territoires réputés particulièrement exposés au risque d'incendie (article L 133-1 du Code forestier).

Si les intéressés n'exécutent pas les travaux prescrits, la commune y pourvoit d'office après mise en demeure du propriétaire et à la charge de celui-ci, nonobstant des astreintes.

Les biens objets des présentes sont situés dans une zone d'obligation de débroussaillage ainsi qu'il résulte de la cartographie issue du site Géoportail, dont une copie est demeurée ci-annexée.

Une attestation sur l'honneur de chaque VENDEUR est annexée.

ORIGINE DE PROPRIÉTÉ

Concernant l'immeuble article un appartenant à la société COGEDIM PROVENCE :

La société dénommée COGEDIM PROVENCE est devenue propriétaire des parcelles cadastrées section AD numéros 751, 752 et 755 par suite de l'acquisition qu'elle en a faite de :

L'Etablissement dénommé : **ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER PROVENCE ALPES COTE D'AZUR**, Etablissement public local à caractère industriel ou commercial dont le siège est à MARSEILLE (13001), 62-64 La Canebière Immeuble Le Noailles, identifié au SIREN sous le numéro 441649225, et immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de MARSEILLE.

Créé par décret du 20 décembre 2001, publié au Journal Officiel le 22 décembre 2001, modifié par décret du 11 décembre 2009 publié au Journal Officiel le 13 décembre 2009, par le décret numéro 2014-1731 du 29 décembre 2014 publié au Journal Officiel le 31 décembre 2014 et par le décret numéro 2016-1386 du 12 octobre 2016 publié au Journal Officiel le 16 octobre 2016.

Ladite vente ayant eu lieu moyennant un prix principal payé comptant et quittancé aux termes dudit acte.

Suivant acte reçu par Maître Emilie NEYRAT notaire à OLLIOULES en date du 17 décembre 2021 dont une copie authentique publié au service de la publicité foncière de TOULON, le 14 janvier 2022, volume 2022P, numéro 1056,

Concernant l'immeuble article deux appartenant à la société ERILIA :

La société dénommée ERILIA est devenue propriétaire des parcelles cadastrées section AD numéros 756 et 757 par suite de la fusion-absorption de la société dénommée **LOGEMENT ET GESTION IMMOBILIERE POUR LA REGION MEDITERRANEENNE, SA D'HABITATIONS A LOYER MODERE (SIGLE : LOGIREM)**, Société Anonyme d'HLM au capital de 3.278.777 Euros ayant son siège social à MARSEILLE 3ème (Bouches-du-Rhône) 111 Boulevard National, identifiée sous le numéro SIREN 060 804 770 RCS MARSEILLE.

Suivant acte reçu par Maître Mathieu DURAND, notaire à MARSEILLE, en date du 26 juillet 2024.

Au termes dudit acte, il a notamment été établi le transfert de propriété des biens objets des présentes avec divers autres biens, au profit de la société ERILIA, vendeur aux présentes.

Une copie authentique a été publiée au service de la publicité foncière de TOULON, en date du 9 août 2024, volume 2024P, numéro 16460.

Une attestation rectificative audit acte a été établie par Maître Mathieu DURAND, notaire à MARSEILLE, le 11 septembre 2024, dont une copie authentique a été publiée au service de la publicité foncière de TOULON, le 13 septembre 2024, volume 2024P, numéro 18599.

ORIGINE DE PROPRIETE ANTERIEURE

1°) Concernant l'immeuble article un appartenant à la société COGEDIM PROVENCE :

A- Concernant la parcelle cadastrée section AD numéro 755 :

L'Etablissement dénommé : **ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER PROVENCE ALPES COTE D'AZUR**, Etablissement public local à caractère industriel ou commercial dont le siège est à MARSEILLE (13001), 62-64 La Canebière Immeuble Le Noailles, identifié au SIREN sous le numéro 441649225, et immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de MARSEILLE.

Pour l'avoir acquis de :

1°) Madame Francine Clémence Louise DIANIN, retraitée, demeurant à TOULON (83000), rue Messenger,
Née à CAVAILLON (84300), le 5 août 1920,
Veuve de Monsieur Max Eugène Auguste **LAPIERRE** et non remariée.

2°) Monsieur Jean-Charles Marius BUDING, professeur agrégé en retraite, demeurant à BOIS-GUILLAUME (76230), La Mailleraye A 12, 225 Avenue Henri Dunand,
Né à TOULON (83000) le 20 mai 1937,
Célibataire.

3°) Mademoiselle Jacqueline Gilberte Marguerite SANSOT, Retraitée, demeurant à CARQUEIRANNE (83320), 1661 Route Départementale 559, Font Brun, Le Mas Aveline,
Née à TOULON (83000) le 2 février 1942,
Célibataire.

4°) Monsieur Gérard Jules Joseph **SCARBONCHI**, Retraité, époux de Madame Claude Andrée Yvonne **LECAQUE**, demeurant à TOULON (83200), 141 Rue Augustin Gueymard,
Né à MARSEILLE (13000) le 5 mars 1943,
Marié à la mairie de TOULON (83000) le 10 novembre 1966 sous le régime de la communauté d'acquêts à défaut de contrat de mariage préalable.
Régime non modifié.

5°) Monsieur Jean-Raymond **SCARBONCHI**, Retraité, époux de Madame Elisabeth Evelyne Louise **COMBELLE**, demeurant à SAINT-PAUL-EN-FORET (83440), Les Bas Baudisssets,
Né à TOULON (83000) le 6 août 1947,
Marié à la mairie de SAINT-PAUL-EN-FORET (83440) le 17 juin 2000 sous le régime de la séparation de biens pure et simple défini par les articles 1536 et suivants du Code civil aux termes du contrat de mariage non modifié reçu par Maître Pierre BELIN, Notaire à BARGEMON (83830), le 23 mai 2000.

6°) Madame Marie-José Alberte **LAPIERRE**, guide de voyage, épouse de Monsieur Philippe Michel André **ISSALIS**, demeurant à TOULON (83000), 2 Rue Louis Legrand,
Née à TOULON le 11 novembre 1942,
Mariée à la mairie de TOULON (83000) le 23 mai 1981 sous le régime de la communauté d'acquêts à défaut de contrat de mariage préalable.
Régime non modifié.

7°) Madame Elisabeth Françoise **LAPIERRE**, retraitée, épouse de Monsieur Nadi **ARCA**, demeurant à HYERES (83400), 8 Allée de Forbin,
Née à TOULON (83000) le 15 janvier 1945,
Mariée à la mairie de BOULOGNE-BILLANCOURT (92100) le 5 septembre 1969 sous le régime de la communauté d'acquêts à défaut de contrat de mariage préalable.
Régime non modifié.
Suivant acte reçu par Maître Philippe BERNARD, notaire à TOULON, le 5 février 2013, dont une expédition a été publiée au service de la publicité foncière de TOULON 1ER, le 26 février 2013, volume 2013P, numéro 1705.

Cette acquisition a eu lieu sur exercice du droit de préemption urbain par délégation moyennant le prix de QUATRE MILLIONS DEUX CENT MILLE EUROS (4.200.000,00 EUR) stipulé payable dans les conditions prévues pour les établissements publics et payé depuis par la comptabilité de Me BERNARD, le 21 février 2013.

Origine de propriété antérieure

I - ORIGINAIEMENT, la SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE DE POURQUIER était propriétaire des biens immobiliers objet des présentes :

Les constructions : pour les avoir fait édifier,

Le terrain : pour lui avoir été apporté en nature lors de la constitution de la société, par :

Monsieur BUDING Ladislas François, Docteur en médecine, demeurant à SANARY SUR MER (Var), Quartier La Poussaraque.
Né à TOMNATIC (Roumanie), le 22 Février 1913.
Alors divorcé non remarié de Mme ESCARTEFIGUE.

Monsieur SANSOT Maurice Gilbert Ferdinand, Docteur en médecine, demeurant à TOULON (var), 522 Rue République.
Né à MAYENNE (Mayenne), le 17 Janvier 1914.
Epoux de Madame BRACHET Jeanne.

Aux termes d'un acte reçu par Maître Frédéric GRANET, Notaire à SANARY SUR MER (Var), le 10 juin 1963, contenant les statuts de la société dénommée « SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE DE POURQUIER » société civile immobilière, au capital de 65 858,00 Euros, dont le siège social est à SIX FOURS LES PLAGES (83140), quartier Pourquier, non immatriculée au registre du commerce et des sociétés.

Cet apport a eu lieu à titre pur et simple.

Une copie authentique de cet acte a été publiée au bureau des hypothèques de TOULON, le 5 juillet 1963, volume 3309 numéro 9.

Il est ici fait observer que : Messieurs BUDING et SANSOT étaient propriétaires indivis dudit terrain, à raison de moitié indivise chacun, par suite de l'acquisition qu'ils en avaient faite dans cette proportion aux termes d'un acte reçu en double minute par Me BOYANCE, lors Notaire à SIX FOURS LES PLAGES (Var), et Maître GRANET, Notaire à SANARY SUR MER (var), le 22 Mars 1962, publié au bureau des hypothèques de TOULON, le 11 Mai 1962, volume 3026 numéro 18, de :

- Monsieur Louis André Marie CHAUVIN, Médecin-Lieutenant Colonel, demeurant à AMELIE LES BAINS.

- Monsieur Jean Marie Noël CHAUVIN, employé de commerce, demeurant à TOULON (Var).

- Monsieur Gabriel Alfred Marie CHAUVIN, Agriculteur, demeurant à LA SEYNE SUR MER (Var), Quartier Léry.

- Mademoiselle Marie Claire Christiane CHAUVIN, Célibataire majeure, demeurant à SIX FOURS LES PLAGES (Var), quartier La Pétugue.

- Mademoiselle Noëlle Rose Marie CHAUVIN, Infirmière, célibataire majeure, demeurant à MARSEILLE (BdR), Hôpital Michel Lévy.

Cette acquisition avait eu lieu moyennant le prix principal de 30.000 Nouveaux Francs, payé comptant et quittancé dans l'acte.

II - La SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE DE POURQUIER n'ayant pas été immatriculée au registre du commerce et des sociétés avant le 1^{er} novembre 2002 conformément à la loi du 15 Mai 2001 relative aux nouvelles régulations économiques, a perdu le bénéfice de la personnalité au sens des articles 1871 et suivants du Code Civil.

En conséquence et conformément à l'article 1872 du Code Civil, il y a lieu de considérer que les biens immobiliers appartiennent indivisément aux associés, dans la proportion de leurs droits sociaux.

L'attestation de propriété constatant cette propriété indivise a été établie par Maître Michel PEROL, notaire à TOULON, le 5 février 2013, dont une expédition a été publiée le 5 février 2013 volume 2013P numéro 1611.

Les associés étaient propriétaires des droits sociaux en vertu des actes ci-après,

- Mademoiselle Jacqueline Gilberte Marguerite SANSOT, susnommée et qualifiée, propriétaire de 3195 parts numérotées de 1921 à 5115 pour lui avoir été attribuées aux termes d'un acte reçu par Me LAYET, Notaire à TOULON (Var), le 17 Juillet 1979, enregistrée à TOULON NORD OUEST le 25 Juillet 1979, folio 27 bordereau 537-2-1140 contenant donation par Monsieur Maurice SANSOT, associé fondateur de la société « DE POURQUIER ».

- Monsieur Gérard Jules Joseph SCARBONCHI, et Monsieur Jean-Raymond, Dominique SCARBONCHI, susnommés et qualifiés, propriétaires pour moitié indivise chacun de 1500 parts numérotées de 5116 à 6615 pour les avoir reçues dans la succession de leur mère, Madame LACASSIN Josette Angèle Louise, décédée le 6 Août 1984 à SAINT PIERRE D'ENTREMONT (Savoie).

Madame LACASSIN était divorcée en premières noces de Monsieur Jacques SCARBONCHI, susnommé, associé fondateur de la société « DE POURQUIER ».

Madame LACASSIN avait elle-même reçu les parts aux termes de la convention établie dans le cadre du divorce d'avec M. Jacques SCARBONCHI, prononcé par le Tribunal de Grande Instance de TOULON le 7 Janvier 1974.

- Madame Francine Clémence Louise DIANIN, Madame Marie-José Alberte LAPIERRE, Madame Elisabeth Françoise LAPIERRE, susnommées et qualifiées, propriétaires de 750 parts numérotées de 6616 à 7365 : pour les avoir reçues dans la succession de leur conjoint et père, Monsieur Max LAPIERRE, associé fondateur de la société « DE POURQUIER », décédé à TOULON (var), le 6 Septembre 1972, dans les proportions suivantes :

Madame veuve LAPIERRE à concurrence de 2180 en pleine propriété et 6/8 ème en usufruit, et Madame ISSALIS et Madame ARCA à concurrence de 3/80 en nue-propriété chacune.

- Monsieur Jean-Charles Marius BUDING, associé fondateur de la société « DE POURQUIER », susnommé et qualifié, propriétaire de 3195 parts, savoir 300 parts numérotées de 8041 à 8340 : pour lui avoir été attribuées en rémunération de son apport lors de la création de la société.

Et, 1920 parts numérotées de 1 à 1920, 300 parts numérotées de 7366 à 7665, 375 parts numérotées de 7666 à 8040, 300 parts numérotées de 8341 à 8640,

Soit un total de 2895 parts, pour lui avoir été attribuées aux termes d'un acte reçu par Me MANCY, lors notaire à TOULON (Var), 31 Décembre 1996, enregistré à TOULON NORD OUEST, le 22 Janvier 1997, folio 21, bordereau 32/4, contenant donation-partage par Monsieur Ladislav BUDING (associé fondateur de la société « DE POURQUIER »), entre M. Jean-Charles BUDING et Mlle Alexandra BUDING.

- Monsieur Ladislav BUDING était propriétaire des 2895 parts, savoir :

*1920 parts numérotées de 1 à 1920 : pour lui avoir été attribuées en rémunération de son apport lors de la création de la société.

*300 parts numérotées de 7366 à 7665 : acquisition aux termes d'un acte sous seings privés en date du 10 Juillet 1978, de Monsieur DEVILLARD, associé fondateur de la société « DE POURQUIER ».

*375 parts numérotées de 7666 à 8040 : acquisition aux termes d'un acte sous seings privés en date du 22 Janvier 1974, de Monsieur DEBRUXELLES, associé fondateur de la société « DE POURQUIER ».

*300 parts numérotées de 8341 à 8640 : acquisition aux termes d'un acte sous seings privés en date du 23 Août 1973, de Monsieur Michel BUDING, associé fondateur de la société « DE POURQUIER ».

B- Concernant les parcelles cadastrées section AD numéro 751 et 752 :

L'Etablissement dénommé : **ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER PROVENCE ALPES COTE D'AZUR**, Etablissement public local à caractère industriel ou commercial dont le siège est à MARSEILLE (13001), 62-64 La Canebière Immeuble Le Noailles, identifié au SIREN sous le numéro 441649225, et immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de MARSEILLE.

Pour l'avoir acquis de :

Madame Anne Marie Victoria **REQUIN**, retraitée, demeurant à SIX-FOURS-LES-PLAGES (83140), 236 Chemin Julien.

Née à TOULON (83000) le 27 mai 1944.

Célibataire.

Non liée par un pacte civil de solidarité.

Suivant acte reçu par Maître Philippe BERNARD, notaire à TOULON, le 27 septembre 2016, dont une expédition a été publiée au service de la publicité foncière de TOULON 1ER, le 21 octobre 2016, volume 2016P, numéro 10111.

Cette acquisition a eu lieu sur exercice du droit de préemption urbain par délégation moyennant le prix de QUATRE CENT CINQUANTE MILLE EUROS (450.000,00 EUR) stipulé payable dans les conditions prévues pour les établissements publics et payé depuis par la comptabilité de Me BERNARD, le 13 octobre 2016.

Origine de propriété plus antérieure

I - Originairment

Ledit bien appartenait conjointement et indivisément à raison de moitié chacun à Monsieur et Madame REQUIN-SIMON, ci-après nommés, par suite de l'acquisition qu'ils en avaient faite dans cette proportion étant judiciairement séparés de biens, de :

Mademoiselle Claire Antoinette Lucie BLANC, demeurant à SIX FOURS, quartier Julien,

Née à SIX FOURS le 18 octobre 1883,

Suivant acte reçu aux minutes de Maître BOYANCE alors notaire à SIX FOURS LES PLAGES (Var) le 30 décembre 1963, publié au service de la publicité foncière de TOULON le 28 février 1964 volume 3483 numéro 2.

Moyennant un prix payé de 970.000,00 Francs converti en une rente annuelle et viagère de 8.600,00 Francs.

II - Décès de Monsieur Jean Emile Martin REQUIN

Monsieur REQUIN Jean Emile Martin, en son vivant retraité, domicilié à SIX FOURS LES PLAGES (Var), 236 chemin de Julien, né à TOULON (Var) le 24 Juin 1907, époux de Madame SIMON Josette Marie, est décédé à LA GARDE (Var), quartier Coste Boyère le 21 Mai 1982, laissant pour recueillir sa succession :

1) Madame Josette Marie SIMON, son épouse survivante, domiciliée à SIX FOURS (Var), chemin de Julien.

Née à LA SEYNE SUR MER (Var) le 30 Juin 1906.

Originairment mariée sans contrat à la mairie de TOULON le 15 Mai 1935 mais séparée de biens de son mari en vertu d'un jugement rendu par le Tribunal Civil de TOULON le 26 Juin 1945, exécuté suivant procès-verbal de liquidation des reprises et récompenses reçu par Maître ODIER notaire à TOULON le 8 Avril 1946.

Donataire en vertu d'un acte de donation entre époux reçu par Maître PORCEL notaire à LA SEYNE SUR MER (Var) le 7 Novembre 1968, enregistré après décès aux termes duquel Monsieur REQUIN a fait donation à son épouse susnommée de l'universalité des biens et droits mobiliers et immobiliers qui composeraient sa succession, ladite donation réductible en présence d'enfants du mariage de la quotité disponible ordinaire.

2) Et pour seuls héritiers de droit, ses trois enfants issus de son union avec Madame SIMON :

- Monsieur Jean Louis Marie REQUIN, directeur de la Banque de France, demeurant à BOURGES (18000), 1bis avenue Eugène Brisson.

Né à TOULON (Var) le 28 Avril 1936.

Divorcé en premières noces de Madame CLEMM Monique en vertu d'un jugement rendu par le Tribunal de Grande Instance de PONTOISE le 19 Mai 1975, et époux en secondes noces de Madame PLATEAUX Christiane Germaine Camille avec laquelle il est marié sous le régime de la séparation de biens suivant contrat de mariage reçu par Maître GRANET notaire à SANARY SUR MER (Var) le 20 Février 1984.

- Monsieur Michel Jules Marie REQUIN, pharmacien, demeurant à TOULON (Var), impasse Brémont, villa "Madeleine".

Né à TOULON (Var) le 30 Septembre 1941.

Epoux de Madame Marie Hélène MIQUEU, originairement marié sous le régime légal de la communauté de biens, aucun contrat de mariage n'ayant précédé leur union célébrée à la mairie de TOULON (Var) le 27 Juin 1967, mais ayant changé de régime matrimonial et adopté celui de la séparation de biens aux termes d'un contrat de mariage reçu par Maître GRANET notaire à SANARY le 4 décembre 1972, homologué suivant jugement rendu par le Tribunal de Grande Instance de TOULON le 4 Juin 1973.

- et Mademoiselle REQUIN Anne Marie Victoria, susvisée.

Ainsi que ces faits et qualités sont constatés aux termes d'un acte de notoriété reçu aux minutes de Maître PORCEL notaire à LA SEYNE SUR MER (Var), le 17 novembre 1982.

Observation étant ici faite que suivant acte reçu par ledit Maître PORCEL le 17 novembre 1982, Madame Veuve REQUIN a opté expressément pour que la donation susvisée reçoive application pour 1/4 en pleine propriété et 3/4 en usufruit.

La transmission par décès des biens dépendant de la succession a été établie suivant acte reçu aux minutes de Maître PORCEL notaire à LA SEYNE SUR MER (Var) le 17 novembre 1982, publié au service de la publicité foncière de TOULON 1^{ER} le 26 novembre 1982 volume 5521 numéro 4.

III - Décès de Madame SIMON veuve de Monsieur REQUIN

Madame Josette Marie SIMON née à LA SEYNE SUR MER (Var) le 30 Juin 1906, veuve de Monsieur REQUIN Jean Emile Martin, domiciliée à SIX FOURS LES PLAGES, 236 chemin de Julien, est décédée à SIX FOURS, le 5 Avril 1988 en l'état d'un testament fait en la forme olographe en date à SIX FOURS LES PLAGES (Var) du 30 Juin 1964 ouvert aux formes de droit conformément à l'article 1007 du Code Civil en vertu d'un procès-verbal d'ouverture et de description dudit testament reçu aux minutes de Maître PORCEL notaire associé à LA SEYNE SUR MER (Var) le 15 Juin 1988 dont une expédition ainsi qu'une copie figurée dudit testament ont été déposées au Greffe du Tribunal de Grande Instance de TOULON,

Lequel testament stipule ce qui suit littéralement rapporté :

« Je soussignée Josette Marie SIMON veuve non remariée de Monsieur REQUIN Jean Emile Martin, domiciliée et demeurant à SIX FOURS LES PLAGES (Var), 236 chemin de Julien, Saine de corps et d'esprit, mémoire et entendement, Déclare faire mon testament ainsi qu'il suit :
Je lègue à ma fille Mademoiselle Anne Marie Victoria, aide comptable, née à TOULON (Var) le 27 Mai 1944, demeurant avec moi, en récompense des soins qu'elle a eus pour moi et de l'aide qu'elle m'a apportée,
Le quart par préciput et hors part en toute propriété de tous les biens qui composeront ma succession avec droit pour elle de choisir ceux de ces biens sur lequel portera son legs.
Je révoque tous testaments antérieurs.
Fait et écrit en entier et daté de ma main,
A SIX FOURS LES PLAGES le 30 Juin 1984.
Signé : J REQUIN née SIMON. »

Et elle a laissé pour recueillir sa succession ses trois enfants et seuls présomptifs héritiers issus de son union avec Monsieur REQUIN son époux prédécédé :

- Monsieur Jean Louis Marie REQUIN,
 - Monsieur Michel Jules Marie REQUIN,
 - Mademoiselle Anne Marie Victoria REQUIN,
- Tous trois susnommés,

Ainsi que ces faits et qualités sont constatés aux termes d'un acte de notoriété reçu par Maître GRANET, notaire à SANARY SUR MER, le 19 septembre 1988.

L'attestation de propriété immobilière, n'a pas été établie, le partage ci-après analysé étant intervenu dans les dix mois du décès de Madame Veuve REQUIN.

IV – Partage entre les Consorts REQUIN

Aux termes d'un acte de partage reçu par Maître GRANET, notaire à SANARY SUR MER, le 14 novembre 1988,

- Monsieur Jean Louis Marie REQUIN,
 - Monsieur Michel Jules Marie REQUIN,
 - Mademoiselle Anne Marie Victoria REQUIN,
- Tous trois susnommés,

Ont procédé entre eux au partage des biens immobiliers dépendant des successions confondues de leurs parents prédécédés.

Aux termes de cet acte il a été attribué à Madame Anne Marie REQUIN divers biens immobiliers au nombre desquels ceux objet des présentes.

Ce partage a eu lieu notamment à charge par Madame REQUIN de verser une soulte de 29.209,06 Francs à Monsieur Michel REQUIN et une soulte de 2.679,06 Francs à Monsieur Jean REQUIN.

Ces soultes ont été payées comptant et quittancées dans l'acte.

Une expédition de cet acte a été publiée au service de la publicité foncière de TOULON 1ER le 22 novembre 1988 et 6 janvier 1989, volume 1988P, numéro 10244.

2°) Concernant l'immeuble article deux appartenant à la société ERILIA :

Précédemment, la société dénommée **LOGEMENT ET GESTION IMMOBILIERE POUR LA REGION MEDITERRANEENNE, SA D'HABITATIONS A LOYER MODERE (SIGLE : LOGIREM)** était propriétaire des parcelles cadastrées section AD numéros 756 et 757 pour les avoir acquises, de :

L'Etablissement dénommé : **ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER PROVENCE ALPES COTE D'AZUR**, Etablissement public local à caractère industriel ou commercial dont le siège est à MARSEILLE (13001), 62-64 La Canebière Immeuble Le Noailles, identifié au SIREN sous le numéro 441649225, et immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de MARSEILLE.

Créé par décret du 20 décembre 2001, publié au Journal Officiel le 22 décembre 2001, modifié par décret du 11 décembre 2009 publié au Journal Officiel le 13 décembre 2009, par le décret numéro 2014-1731 du 29 décembre 2014 publié au Journal Officiel le 31 décembre 2014 et par le décret numéro 2016-1386 du 12 octobre 2016 publié au Journal Officiel le 16 octobre 2016.

Ladite vente ayant eu lieu moyennant un prix principal payé comptant et quittancé aux termes dudit acte.

Suivant acte reçu par Maître Philippe BERNARD notaire à TOULON, le 17 décembre 2021 publié au service de la publicité foncière de TOULON 1 le 24 décembre 2021, volume 2021P, numéro 30163.

Origine de propriété plus antérieure



NÉGOCIATION DIRECTE ENTRE LES PARTIES

Les parties déclarent que les conventions ont été négociées directement entre elles, sans le concours ni la participation d'un intermédiaire.

Si cette déclaration se révélait erronée, les éventuels honoraires de cet intermédiaire seraient à la charge des auteurs de la déclaration inexacte.

CONCLUSION DU CONTRAT

Les parties déclarent que les dispositions de ce contrat ont été, en respect des règles impératives de l'article 1104 du Code civil, négociées de bonne foi. Elles affirment qu'il reflète l'équilibre voulu par chacune d'elles.

DEVOIR D'INFORMATION RECIPROQUE

En application de l'article 1112-1 du Code civil qui impose aux parties un devoir précontractuel d'information, qui ne saurait toutefois porter sur le prix, le **VENDEUR** déclare avoir porté à la connaissance de l'**ACQUEREUR** l'ensemble des informations dont il dispose ayant un lien direct et nécessaire avec le contenu du présent contrat et dont l'importance pourrait être déterminante de son consentement.

Ce devoir s'applique à toute information sur les caractéristiques juridiques, matérielles et environnementales relatives au **BIEN**, ainsi qu'à son usage, dont il a personnellement connaissance par lui-même et par des tiers, sans que ces informations puissent être limitées dans le temps.

Le **VENDEUR** reconnaît être informé qu'un manquement à ce devoir serait sanctionné par la mise en œuvre de sa responsabilité, avec possibilité d'annulation du contrat s'il a vicié le consentement de l'**ACQUEREUR**.

Pareillement, l'**ACQUEREUR** déclare avoir rempli les mêmes engagements, tout manquement pouvant être sanctionné comme indiqué ci-dessus.

Le devoir d'information est donc réciproque.

En outre, conformément aux dispositions de l'article 1602 du Code civil, le **VENDEUR** est tenu d'expliquer clairement ce à quoi il s'oblige, tout pacte obscur ou ambigu s'interprétant contre lui.

Les **PARTIES** attestent que les informations déterminantes connues d'elles, données et reçues, sont rapportées aux présentes.

ELECTION DE DOMICILE

Les parties élisent domicile :

- en leur demeure ou siège respectif pour l'exécution des présentes et de leurs suites,
- en l'office notarial pour la publicité foncière, l'envoi des pièces et la correspondance s'y rapportant.

TITRES - CORRESPONDANCE ET RENVOI DES PIECES

Il ne sera remis aucun ancien titre de propriété à l'**ACQUEREUR** qui pourra se faire délivrer, à ses frais, ceux dont il pourrait avoir besoin, et sera subrogé dans tous les droits du **VENDEUR** à ce sujet.

En suite des présentes, la correspondance et le renvoi des pièces à l'**ACQUEREUR** devront s'effectuer à l'Hôtel de la Métropole.

La correspondance auprès du **VENDEUR** s'effectuera en leurs sièges respectifs.

Le **VENDEUR** s'oblige à communiquer au notaire tout changement de domicile ou siège et ce par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

POUVOIRS - PUBLICITE FONCIERE

Pour l'accomplissement des formalités de publicité foncière ou réparer une erreur matérielle telle que l'omission d'une pièce annexe dont le contenu est relaté aux présentes, les parties agissant dans un intérêt commun donnent tous pouvoirs nécessaires à tout notaire ou à tout collaborateur de l'office notarial dénommé en tête des présentes, à l'effet de faire dresser et signer tous actes complémentaires ou rectificatifs pour mettre le présent acte en concordance avec tous les documents hypothécaires, cadastraux ou d'état civil.

AFFIRMATION DE SINCERITE

Les parties affirment, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code général des impôts, que le présent acte exprime l'intégralité du prix.

Elles reconnaissent avoir été informées par le notaire soussigné des sanctions fiscales et des peines correctionnelles encourues en cas d'inexactitude de cette affirmation ainsi que des conséquences civiles édictées par l'article 1202 du Code civil.

Le notaire soussigné précise qu'à sa connaissance le présent acte n'est modifié ni contredit par aucune contre-lettre contenant augmentation du prix.

DEMANDE DE RESTITUTION – AUTORISATION DE DESTRUCTION DES DOCUMENTS ET PIÈCES

Les originaux des documents et pièces remis par les parties au notaire leur seront restitués, si elles en font la demande expresse dans le délai d'un mois à compter des présentes.

A défaut, les parties autorisent l'office notarial à détruire ces documents et pièces, et notamment tout avant-contrat sous signature privée pouvant avoir été établi en vue de la conclusion du présent acte, considérant que celui-ci contient l'intégralité des conventions auxquelles elles ont entendu donner le caractère d'authenticité.

MENTION SUR LA PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

L'Office notarial traite des données personnelles concernant les personnes mentionnées aux présentes, pour l'accomplissement des activités notariales, notamment de formalités d'actes.

Ce traitement est fondé sur le respect d'une obligation légale et l'exécution d'une mission relevant de l'exercice de l'autorité publique déléguée par l'Etat dont sont investis les notaires, officiers publics, conformément à l'ordonnance n° 45-2590 du 2 novembre 1945.

Ces données seront susceptibles d'être transférées aux destinataires suivants :

- les administrations ou partenaires légalement habilités tels que la Direction Générale des Finances Publiques, ou, le cas échéant, le livre foncier, les instances notariales, les organismes du notariat, les fichiers centraux de la profession notariale (Fichier Central Des Dernières Volontés, Minutier Central Electronique des Notaires, registre du PACS, etc.),
- les offices notariaux participant ou concourant à l'acte,
- les établissements financiers concernés,
- les organismes de conseils spécialisés pour la gestion des activités notariales,
- le Conseil supérieur du notariat ou son délégataire, pour la production des statistiques permettant l'évaluation des biens immobiliers, en application du décret n° 2013-803 du 3 septembre 2013,
- les organismes publics ou privés pour des opérations de vérification dans le cadre de la recherche de personnalités politiquement exposées ou ayant fait l'objet de gel des avoirs ou sanctions, de la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme. Ces vérifications font l'objet d'un transfert de données dans un pays situé hors de l'Union Européenne et encadré par la signature de clauses contractuelles types de la Commission européenne, visant à assurer un niveau de protection des données substantiellement équivalent à celui garanti dans l'Union Européenne.

La communication de ces données à ces destinataires peut être indispensable pour l'accomplissement des activités notariales.

Les documents permettant d'établir, d'enregistrer et de publier les actes sont conservés 30 ans à compter de la réalisation de l'ensemble des formalités. L'acte authentique et ses annexes sont conservés 75 ans et 100 ans lorsque l'acte porte sur des personnes mineures ou majeures protégées. Les vérifications liées aux personnalités politiquement exposées, au blanchiment des capitaux et au financement du terrorisme sont conservées 5 ans après la fin de la relation d'affaires.

Conformément à la réglementation en vigueur relative à la protection des données personnelles, les personnes peuvent demander l'accès aux données les concernant. Le cas échéant, elles peuvent demander la rectification ou l'effacement de celles-ci, obtenir la limitation du traitement de ces données ou s'y opposer pour des raisons tenant à leur situation particulière. Elles peuvent également définir des directives relatives à la conservation, à l'effacement et à la communication de leurs données personnelles après leur décès.

L'Office notarial a désigné un Délégué à la protection des données que les personnes peuvent contacter à l'adresse suivante : cil@notaires.fr.

Si les personnes estiment, après avoir contacté l'Office notarial, que leurs droits ne sont pas respectés, elles peuvent introduire une réclamation auprès d'une autorité européenne de contrôle, la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés pour la France.

CERTIFICATION D'IDENTITÉ

Le notaire soussigné certifie que l'identité complète des parties dénommées dans le présent document telle qu'elle est indiquée en tête des présentes à la suite de leur nom ou dénomination lui a été régulièrement justifiée.

FORMALISME LIÉ AUX ANNEXES

Les annexes, s'il en existe, font partie intégrante de la minute.

Lorsque l'acte est établi sur support papier, les pièces annexées à l'acte sont revêtues d'une mention constatant cette annexe et signée du notaire, sauf si les feuilles de l'acte et des annexes sont réunies par un procédé empêchant toute substitution ou addition.

Si l'acte est établi sur support électronique, la signature du notaire en fin d'acte vaut également pour ses annexes.

DONT ACTE sur trente et un pages

Comprenant

- renvoi approuvé ;
- blanc barré ;
- ligne entière rayée ;
- nombre rayé ;
- mot rayé ;

Paraphes

Fait et passé aux lieu(x), jour(s), mois et an ci-dessus indiqués.

Après lecture faite, les parties ont signé le présent acte avec le notaire.

